

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 248

26 février 2007

SOMMAIRE

2206 Participations S.A.	11901	Gruppo Nymco Luxembourg S.A.	11897
Achab Holding S.A.	11897	Itaca S.A.	11899
ADD + Funds	11860	Lagfin S.A.	11899
Amas Fund	11860	Saint-Louis Immobilière S.A.	11901
AMC Fund	11902	SJ Seymour Sicav	11872
Basinco Holdings S.A.H.	11860	Trendconcept Fund Multi Asset Allocator	11901
Creditanstalt Global Markets Umbrella Fund	11859	Velixia S.à r.l.	11902
Dexia Money Market	11858	Vesper	11858
Europa Financing S.à r.l.	11904	V.K. Invest S.A.	11904
GFA - HAIG	11901		

Vesper, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 24.919.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav VESPER à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi *16 mars 2007* à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises,
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006,
3. Affectation des résultats,
4. Quitus aux Administrateurs,
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises,
6. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, société anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007016086/755/22.

Dexia Money Market, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 26.803.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 8 février 2007, les actionnaires sont invités à assister à la deuxième assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le *15 mars 2007* à 14h30 dans les locaux de DEXIA ASSET MANAGEMENT, 283, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. D'une manière générale dans tout le document, le terme «classe» sera remplacé par le terme «compartiment» et le terme «catégorie» par le terme «classe».
2. Modification de l'Article 6 :
 - . 1^{ère} phrase : la référence à l'article 23 doit être remplacée par une référence à l'article 24.
 - . Remplacement du 3^{ème} paragraphe existant par le texte suivant : «En outre chaque compartiment de la Société peut, au choix du conseil d'administration, être constitué d'une seule classe d'actions ou être divisé en plusieurs classes d'actions dont les avoirs seront investis en commun selon la politique d'investissement spécifique du compartiment concerné; à chaque classe d'actions du compartiment seront appliquées une structure spécifique de commissions de souscription ou de rachat, une structure spécifique de frais, une politique de distribution spécifique, une politique de couverture spéciale, une devise de référence différente ou autres particularités. Chaque classe d'actions ainsi définie constitue une «classe».
 - . Le conseil d'administration peut créer à tout moment des compartiments et/ou classes supplémentaires, pourvu que les droits et obligations des actionnaires des compartiments et/ou classes existants ne soient pas modifiés par cette création.»
 - . 6^{ème} paragraphe : remplacement de la référence à l'article 23 par une référence à l'article 24.
 - . 8^{ème} paragraphe : la possibilité de fusion ou de suppression de compartiments, s'applique également aux classes d'actions. Le texte du paragraphe est donc complété en ce sens.
 - . Suppression du 9^{ème} paragraphe.
 - . Dernier paragraphe : Le texte s'applique également aux classes d'actions. Il est donc complété en ce sens.
 - . Ajout d'un nouveau paragraphe à la fin de l'article qui aura la teneur suivante : " Le conseil d'administration peut également décider l'apport d'un ou de plusieurs compartiment(s) à un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois constitué conformément à la partie I de la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 concernant les Organismes de Placement Collectif ou à un autre organisme de placement collectif de droit étranger.

De telles décisions du conseil d'administration peuvent découler de changements substantiels et défavorables dans la situation économique, politique et sociale dans les pays où, soit des investissements sont effectués, soit les actions des compartiments concernés sont distribuées ou être prises si les actifs nets d'un compartiment ou d'une classe d'actions tombaient sous un certain seuil considéré par le conseil d'administration comme étant insuffisant pour que la gestion de ce compartiment ou cette classe d'actions puisse continuer à s'effectuer de manière efficiente. Le conseil d'administration peut par ailleurs décider à tout moment de procéder à la liquidation d'un compartiment ou d'une classe dans le cadre d'une rationalisation des produits offerts aux actionnaires.

La décision relative à la fusion avec un autre organisme de placement collectif de droit étranger appartiendra aux actionnaires du ou des compartiment(s) devant être fusionné(s). Seuls les actionnaires ayant voté en faveur de la fusion seront liés par la décision y relative, les autres étant considérés comme ayant demandé le rachat de leurs actions. »

3. Modification de l'Article 7 :
 - . Les termes «registre des actions» seront remplacés par «registre des actionnaires» dans tout l'article.
 - . Remplacement du terme «commissions» par le terme «communications» dans le paragraphe 8 de l'article.
4. Modification de l'Article 11:
 - Ajout des termes «légal ou bancaire» après la phrase «Si ce jour est un jour férié».
5. Modification de l'Article 13:
 - Suppression du terme «Spécial» dans la dénomination du Mémorial.
6. Modification de l'Article 22:
 - . Dans le 3^{ème} paragraphe, suppression de la mention suivante «diminué, si le conseil en décide ainsi, d'une commission de rachat de maximum 1% en faveur de la Société». Remplacement dans ce même paragraphe de la référence à l'article 23 par une référence à l'article 24.
 - . Dans le 4^{ème} paragraphe, remplacement de la mention «par le fonds» par la mention «par la Société».
 - . La référence de l'article 22 doit être remplacée par une référence à l'article 23 dans le sixième paragraphe.
7. Modification de l'Article 23:
 - . La référence à l'article 21 doit être remplacée par une référence à l'article 22.
8. Modification de l'Article 24:
 - . Paragraphe B., point e) le terme «SICAV» doit être remplacé par le terme «Société».
 - . Paragraphe C) point d) Suppression de la phrase suivante : «La Société constitue une seule et même entité juridique. Toutefois, les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment ; dans les relations des actionnaires entre eux, chaque compartiment est traité comme une entité à part.».
 - . Paragraphe D., point a), remplacement de la référence à l'article 21 par une référence à l'article 22.
9. Modification de l'Article 26:
 - . L'exercice social de la Société se terminera le 31 décembre de chaque année et non pas le 3.
 - . Remplacement de la référence à l'article 5 par une référence à l'article 6.
10. Modification de l'Article 27:
 - . Ajout d'un nouveau paragraphe après le 3^{ème} paragraphe pour stipuler que «la Société distribuera le produit net en fonction de la décision de l'assemblée générale des actionnaires décidant de l'affectation des résultats.»

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum ; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV au moins deux jours francs avant la tenue de l'assemblée.

Tout actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions au moins cinq jours francs avant la tenue de l'assemblée aux guichets de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE À LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011406/755/82.

Creditanstalt Global Markets Umbrella Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 54.095.

Die Aktionäre der CREDITANSTALT GLOBAL MARKETS UMBRELLA FUND werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 7. März 2007 um 15.00 Uhr am Gesellschaftssitz der Gesellschaft in Luxemburg stattfindet und über folgende Tagesordnung abstimmen wird:

Tagesordnung:

Einziger Punkt der Tagesordnung: Satzungsänderungen

Satzungsänderung um die Zusammenlegung von Teilfonds zu ermöglichen. Diesbezügliche Streichung des Artikels 6 und Änderung des neuen Artikels 26 der Satzung.

Die Entscheidungen der außerordentlichen Generalversammlung werden im Hinblick auf den einzigen Tagesordnungspunkt durch eine 2/3 Mehrheit der ausgedrückten Stimmen getroffen, sofern wenigstens 50% des Aktienkapitals anwesend oder vertreten ist. Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft zu erhalten.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung persönlich teilnehmen wollen, haben ihre Aktien bis spätestens am 5. März 2007 bei der KREDIETBANK LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, zu hinterlegen.

Référence de publication: 2007012224/755/19.

Basinco Holdings S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 18.684.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de la FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A., 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, le 6 mars 2007 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises,
2. Présentation et approbation des comptes au 31 décembre 2006,
3. Affectation du résultat,
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises,
5. Nominations statutaires,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007011935/503/19.

Amas Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 52.605.

Les Actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 6 mars 2007 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises Agréé.
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2006 et de l'affectation des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises.
4. Nominations Statutaires.
5. Divers.

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur pour le 5 mars 2007 au plus tard auprès de KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007012226/755/20.

ADD + Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 80.495.

Im Jahre zweitausendsieben, am zwölften Februar.

Vor Notar Jean-Paul Hencks, im Amtssitze zu Luxemburg.

Fand eine ausserordentliche Generalversammlung statt der Aktionäre der Aktiengesellschaft ADD+FUNDS, eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital, mit Sitz in Luxemburg, gegründet unter der Bezeichnung TRAFINA INVESTMENT FUNDS, gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Devaux, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, am 2. Februar 2001, veröffentlicht im Memorial C Nummer 158 vom 1. März 2001. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch denselben Notar Delvaux, am 31. Juli 2002, veröffentlicht im Memorial C Nummer 1209 vom 14. August 2002.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Frau Marie-Cécile Mahy, Privatbeamtin, beruflich wohnend in L-1661 Luxemburg, 103, Grand'Rue,

welche Frau Alice Ho, Privatbeamtin, beruflich wohnend in L-1661 Luxemburg, 103, Grand'Rue, zum Schriftführer bestimmt.

Die Versammlung ernennt Frau Lydie Moulard, Privatbeamtin, beruflich wohnend in L-1661 Luxemburg, 103, Grand'Rue, zum Stimmzähler.

Nachdem das Versammlungsbüro somit bestellt ist, ersuchte der Vorsitzende den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

I.- Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

1) Neufassung der Satzung gemäss den Anforderungen des luxemburgischen Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlage.

2) Ernennung der Geschäftsführer.

II.- Die genauen Änderungsvorschläge sowie ein Entwurf der abgeänderten Satzung lagen den Aktionären am Sitz der Gesellschaft zur Einsicht vor.

III.- Die Einberufungen zur Generalversammlung erfolgten:

in Luxemburg:

- im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, Nummer 9 vom 9. Januar 2007 und Nummer 44 vom 25. Januar 2007,

- in der Zeitung D'Wort, am 9. Januar 2007 und 25. Januar 2007,

- in der Zeitung La Voix, am 9. Januar 2007 und 25. Januar 2007,

in der Schweiz:

- im Schweizerische Handelsamtsblatt, am 9. Januar 2007 und 25. Januar 2007,

- in der Basler Zeitung, am 9. Januar 2007 und 25. Januar 2007,

- sowie durch Schreiben an die Inhaber von Namensaktien vom 11. Januar 2007.

IV.- Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die Zahl der Aktien ergibt sich aus einer Anwesenheitsliste die durch den Versammlungsvorstand und den Notar unterzeichnet wurde; diese Anwesenheitsliste, ebenso wie die ne varietur unterzeichneten Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigefügt, mit der sie einregistriert werden.

V.- Eine erste ausserordentliche Generalversammlung welche dieselbe Tagesordnung hatte, aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, am 8. Januar 2007, einregistriert in Luxemburg A.C., am 10. Januar 2007, Band 157S, Blatt 28, Feld 3, konnte nicht über die Tagesordnung befinden in Ermangelung eines genügenden Quorums, sodass diese Generalversammlung über die Tagesordnung befinden kann welche auch immer die Zahl der anwesenden oder vertretenen Aktionäre sei.

VI.- Es ergibt sich aus dieser Anwesenheitsliste, dass von den vierhunderteinundachtzigtausendachtundzwanzig (481.821) in Umlauf sich befindlichen Aktien, dreihundert (300) Aktien, bei dieser Versammlung vertreten sind, und dass somit die Versammlung regelrecht einberufen, über die Tagesordnung befinden kann.

VII.- Nach diesen Erklärungen nahm die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst eine Neufassung der Satzung gemäss den Anforderungen des luxemburgischen Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlage und demzufolge die Satzung der Gesellschaft abzuändern und ihr folgenden Wortlaut zu geben:

Kapitel I.- Bezeichnung - Sitz - Dauer - Gegenstand der Gesellschaft

Art. 1. Bezeichnung. Es besteht zwischen den Zeichnern und allen künftigen Aktionären eine Aktiengesellschaft («société anonyme»), die in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'investissement à capital variable - SICAV) unter der Bezeichnung ADD+FUNDS (die «Gesellschaft») tätig ist. Die Gesellschaft unterliegt den Bestimmungen von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen.

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt im Großherzogtum Luxemburg. Die Gesellschaft kann durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrats Zweigstellen oder Geschäftsstellen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland errichten. Innerhalb der Gemeinde Luxemburg kann der Gesellschaftssitz durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats an einen anderen Ort verlegt werden.

Falls nach Meinung des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse bestehen, durch die die Gesellschaft in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder die Verbindung mit diesem Sitz oder dieses Sitzes mit dem Ausland behindert wird, oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Verwaltungsrat den Sitz provisorisch bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Lage ins Ausland verlegen; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz dieser provisorischen Sitzverlegung luxemburgisch bleibt.

Die Erklärung über die Verlegung des Gesellschaftssitzes und die Bekanntgabe gegenüber Dritten erfolgt durch eines der Exekutivorgane der Gesellschaft, das für die Gesellschaft in Bezug auf die Rechtsakte der laufenden Verwaltung verbindlich handelt.

Art. 3. Dauer. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt. Sie kann durch einen Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden; Beschlussfassung ist wie bei einer Änderung der Satzung.

Art. 4. Gegenstand. Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft besteht in der Anlage von der ihr zur Verfügung stehenden Geldern, in verschiedenen Wertpapieren sowie in sonstigen zulässigen Aktiva mit dem Ziel der Risikostreuung und dem Ziel, die Aktionäre in den Genuss der Erträge der Verwaltung ihres Vermögens kommen zu lassen. Die Gesellschaft kann alle Maßnahmen treffen und jede Tätigkeit ausüben, die ihr zur Erfüllung oder Förderung ihres Ziels im weitesten Sinne im Rahmen von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen nützlich erscheint.

Kapitel II.- Gesellschaftskapital - Eigenschaften der Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital - Vermögens - Teilfonds. Das Gründungskapital ist durch eine Bareinlage voll eingezahlt worden. Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem Gegenwert in Euro des gesamten Nettovermögens aller Teilfonds der Gesellschaft gemäß Artikel 12 dieser Satzung. Das Mindestkapital der Gesellschaft entspricht jederzeit dem Gegenwert des in den geltenden Rechtsbestimmungen festgelegten Mindestbetrags, das heißt EUR 1.250.000,- (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro).

Die Aktien, die gemäß Artikel 8 dieser Satzung ausgegeben werden, können je nach Wahl des Verwaltungsrats verschiedenen Kategorien angehören, welche unterschiedlichen Teilfonds für das Gesellschaftsvermögen entsprechen. Der Ausgabebelös der Aktien einer bestimmten Kategorie wird in Wertpapiere oder anderen Vermögenswerte des Teilfondsvermögens («Teilfonds») angelegt. Diese Aktienkategorie entspricht der vom Verwaltungsrat für den jeweiligen Teilfonds festgelegten Anlagepolitik und berücksichtigt die im Luxemburger Recht vorgesehenen sowie vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen.

Art. 6. Aktienklassen. Der Verwaltungsrat kann für jeden Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen auflegen, die sich in Bezug auf Ihre Ausschüttungspolitik unterscheiden (thesaurierende Aktien, ausschüttende Aktien) sowie sonstige Aktienklassen begeben, deren Merkmale in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft beschrieben sind.

Eine Ausschüttungsaktie ist eine Aktie, die grundsätzlich dem Inhaber das Recht verleiht, eine Bardividende zu erhalten.

Eine thesaurierende Aktie ist eine Aktie, die grundsätzlich dem Inhaber kein Recht verleiht, eine Dividende zu erhalten.

Im Übrigen verleihen die Aktien der verschiedenen Klassen ihren Inhabern die gleichen Rechte, insbesondere das Stimmrecht an den Generalversammlungen der Aktionäre.

Art. 7. Form der Aktien. Die Aktien werden ohne Angabe des Nennwerts ausgegeben und voll eingezahlt. Jede Aktie, gleich welchem Teilfonds und welcher Klasse sie angehört, kann unter folgender Form emittiert werden:

1. Als Namenaktie auf den Namen des Zeichners lautend, verbrieft durch eine Eintragung des Zeichners im Aktionärsregister. In diesem Fall kann auf ausdrücklichen Wunsch des Aktionärs ein Zertifikat über die Namenseintragung ausgehändigt werden. Falls ein Aktionär wünscht, dass mehr als ein Namenszertifikat für seine Aktien ausgestellt wird, können ihm die Kosten für diese zusätzlichen Zertifikate in Rechnung gestellt werden.

Das Aktionärsregister wird von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen, die von der Gesellschaft zu diesem Zweck bestellt werden, geführt. Der Eintrag beinhaltet die Angabe des Namens eines jeden Inhabers von Namenaktien, seinen Wohnort oder sein Wahlmizil, die Anzahl der Namenaktien in seinem Besitz und den für diese Aktien gezahlten Betrag. Jede Übertragung zwischen Lebenden oder im Todesfall wird in Bezug auf Namenaktien im Aktionärsregister eingetragen; diese Eintragung muss von einem oder mehreren Direktoren oder Bevollmächtigten der Gesellschaft oder von einer oder mehreren anderen Personen unterzeichnet werden, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat beauftragt sind.

Die Übertragung von Namenaktien erfolgt durch Aushändigung der Aktienzertifikate, die diese Aktien repräsentieren an die Gesellschaft, zusammen mit allen anderen Übertragungsurkunden, die von der Gesellschaft gefordert werden. Falls keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, erfolgt die Übertragung durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen und vom Veräußerer und Erwerber oder von seinen Bevollmächtigten, die die erforderlichen Vollmachten nachweisen können, datiert und unterzeichnet wird.

Jeder Aktionär, der Aktienzertifikate für Namenaktien zu erhalten wünscht, hat der Gesellschaft eine Anschrift zu nennen, an die alle Mitteilungen und Informationen gesendet werden sollen. Diese Anschrift wird ebenfalls im Aktionärsregister eingetragen.

Falls ein Namenaktionär der Gesellschaft keine Anschrift mitgeteilt hat, wird diesbezüglich ein Vermerk im Aktionärsregister vorgenommen, und es wird angenommen, dass sich die Anschrift dieses Aktionärs am Gesellschaftssitz oder jeder anderen Adresse befindet, die von der Gesellschaft bestimmt wird, bis dieser Aktionär der Gesellschaft eine neue Anschrift mitgeteilt hat. Der Aktionär kann die im Aktionärsregister eingetragene Anschrift durch eine schriftliche Erklärung jederzeit ändern lassen. Diese Erklärung ist an den Gesellschaftssitz oder an jede andere von der Gesellschaft bestimmte Adresse zu richten.

2. Als Inhaberaktie. Diese werden ohne Angabe des Nennwerts ausgegeben und voll eingezahlt. Die physischen Aktienzertifikate, die diese Aktien repräsentieren, stehen in Form und Stückelungen zur Verfügung, die vom Verwaltungsrat zu

bestimmen sind und in den Verkaufsunterlagen dieser Aktien aufgeführt sind. Die Kosten für die physische Aushändigung dieser Aktien an den Inhaber können dem Antragsteller in Rechnung gestellt werden. Falls ein Eigentümer von Inhaberaktien den Tausch seiner Aktienzertifikate gegen Aktienzertifikate in anderen Stückelungen beantragt, können ihm die Kosten dieses Umtauschs ebenfalls in Rechnung gestellt werden.

Ein Aktionär kann jederzeit den Umtausch seiner Inhaberaktien in Namenaktien oder umgekehrt beantragen. In diesem Fall ist die Gesellschaft berechtigt, dem Aktionär die anfallenden Kosten in Rechnung zu stellen.

Die Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Beide Unterschriften können entweder handschriftlich, gedruckt oder mit Unterschriftsstempel angebracht werden. Jedoch kann eine der Unterschriften von einer Person geleistet werden, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat beauftragt wurde; in diesem Fall hat die Unterschrift handschriftlich angebracht zu sein. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in der Form ausgeben, die der Verwaltungsrat bestimmt.

Die Aktien können nur nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Preises gemäß Artikel 8 dieser Satzung ausgegeben werden.

Die Aktien können in Bruchteilen bis zu einem Tausendstel einer Aktie, in Einheitsaktien oder durch Aktienzertifikate, die mehrere Aktien repräsentieren, ausgegeben werden. Die Bruchteile von Inhaberaktien können nicht physisch ausgehändigt werden und sind bei der Depotbank auf einem zu diesem Zweck zu eröffnenden Wertpapierkonto hinterlegt.

Die Rechte in Bezug auf Aktienbruchteile werden im Verhältnis zum Bruchteil ausgeübt, den der Aktionär besitzt, mit der Einschränkung, dass das Stimmrecht ausschließlich für eine ganze Stückzahl von Aktien ausgeübt werden kann.

Falls ein Aktionär der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat abhanden gekommen ist oder zerstört wurde, kann ihm auf seinen Antrag hin ein Duplikat zu den Bedingungen und Garantien ausgestellt werden, die die Gesellschaft bestimmt, insbesondere in Form einer Versicherung, oder einer anderen, für die Gesellschaft akzeptablen Garantie t. Sofort nach Ausgabe des neuen Aktienzertifikats mit dem Vermerk Duplikat, wird das Original ungültig.

Die beschädigten Aktienzertifikate können von der Gesellschaft umgetauscht werden. Die beschädigten Aktienzertifikate werden bei der Gesellschaft hinterlegt und sofort für nichtig erklärt. Nach freiem Ermessen kann die Gesellschaft dem Aktionär die Kosten des Duplikats oder des neuen Aktienzertifikats sowie alle anderen ihr entstandenen berechtigten Kosten in Verbindung mit der Ausgabe und der Eintragung ins Register oder mit der Vernichtung des alten Aktienzertifikats in Rechnung stellen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber je Aktie an. Bei mehreren Inhabern einer Aktie ist die Gesellschaft berechtigt, die Ausübung aller Rechte, die mit der Aktie verbunden sind, auszusetzen, bis eine einzige Person zum Aktionär bestellt wurde.

Art. 8. Ausgabe von Aktien. Innerhalb eines jeden Teilfonds ist der Verwaltungsrat befugt, jederzeit und ohne Einschränkung voll eingezahlte, zusätzliche Aktien auszugeben, ohne den bereits bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht einzuräumen.

Falls die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis der angebotenen Aktien, gleichgültig in welchem Teilfonds und in welcher Klasse diese Aktien ausgegeben werden, dem Nettoinventarwert dieser Aktien gemäß dem in Artikel 12 dieser Satzung bestimmten Wert. Die Zeichnungen werden auf der Grundlage des Preises des in Artikel 13 dieser Satzung definierten ersten Bewertungstags, der auf den Tag des Eingangs des Zeichnungsantrags folgt, angenommen. Auf diesen Preis werden gegebenenfalls die in den Verkaufsunterlagen dieser Aktien aufgeführten Gebühren addiert. Alle Vergütungen zu Gunsten der in die Platzierung und den Vertrieb der Aktien involvierten Parteien, sind in diesen Gebühren inbegriffen. Der auf diese Weise bestimmte Preis ist spätestens fünf Geschäftstage nach dem Bestimmungstag des anwendbaren Nettoinventarwerts zahlbar.

Die Aktien können nur nach Annahme der Zeichnung und Zahlungseingang des Preises gemäß Artikel 8 dieser Satzung ausgegeben werden. Nach Annahme der Zeichnung und Zahlungseingang des Preises werden die gezeichneten Aktien dem Zeichner zugeteilt.

Unter Vorbehalt des Zahlungseingangs des gesamten Zeichnungspreises erfolgt die Lieferung der physischen Aktienzertifikate, falls erforderlich, normalerweise innerhalb von vierzehn Tagen.

Die Zeichnungen können auch durch Einlage von anderen zulässigen Aktiven erfolgen, unter Vorbehalt der Zustimmung des Verwaltungsrats. Diese Vermögenswerte müssen die Anlagepolitik und die Anlagebeschränkungen, die für jeden Teilfonds festgelegt wurden, erfüllen. Sie werden gemäß den in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft vorgesehenen Bewertungsgrundsätzen bewertet. Darüber hinaus sind diese Vermögenswerte gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften Gegenstand eines vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zu erstellenden Berichtes. Dieser Bericht wird anschließend beim Luxemburger Gericht hinterlegt. Die Kosten im Zusammenhang mit einer Zeichnung durch Sacheinlagen werden von der die Sacheinlage einbringenden Partei getragen.

Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied, jedem Direktor oder jedem anderen Bevollmächtigten der Gesellschaft, die dazu befugt sind, die Aufgabe übertragen, Zeichnungen, Rücknahmen oder Umtauschanträge entgegenzunehmen und den Preis der neuen Aktien, die auszugeben oder zurückzunehmen sind, zu zahlen oder entgegenzunehmen.

Sämtliche Zeichnungen neuer Aktien müssen, ansonsten sie für nichtig erklärt werden, voll eingezahlt sein. Ausgegebene Aktien verfügen über die gleichen Rechte wie die am Ausgabetag bereits vorhandenen Aktien.

Art. 9. Rücknahme der Aktien. Jeder Aktionär hat das Recht, jederzeit bei der Gesellschaft die Rücknahme eines Teils oder der Gesamtheit der sich in seinem Besitz befindlichen Aktien zu beantragen.

Der Rücknahmepreis einer Aktie eines Teilfonds entspricht dem Nettoinventarwert, wie er für jede Aktienklasse gemäß Artikel 12 dieser Satzung bestimmt wird. Die Rücknahmen basieren auf dem am ersten Bewertungstag, der auf den Tag des

Eingangs des Rücknahmeantrags folgt, ermittelten Preis Der Rücknahmepreis reduziert sich um die in den Verkaufsunterlagen der Aktien aufgeführten Rücknahmegebühren.

Bei einem großen Volumen an Rücknahme- und/oder Umtauschanträgen für einen Teilfonds behält sich die Gesellschaft das Recht vor, die Aktien zu einem Preis zurückzunehmen, der wie folgt ermittelt wird. Die Gesellschaft muss die notwendigen Verkäufe der Anlagen getätigt haben und über den Verkaufserlös verfügen können. Ein einziger Nettoinventarwert wird dann für alle Rücknahme- und Umtauschanträge berechnet, die zum selben Zeitpunkt eingereicht wurden. Diese Anträge werden vorrangig gegenüber sämtlichen sonstigen Anträgen behandelt.

Jeder Rücknahmeantrag ist vom Aktionär schriftlich am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder an eine andere juristische Person, die zur Rücknahme der Aktien bevollmächtigt ist, zu richten. Er muss Angaben zum Namen des Anlegers, zum Teilfonds, der Klasse, der Anzahl von Wertpapieren oder dem Rücknahmebetrag sowie Anweisungen in Bezug auf die Zahlung des Rücknahmepreises enthalten.

Der Rücknahmepreis wird spätestens fünf Geschäftstage nach Bestimmung des anwendbaren Nettoinventarwertes oder nach Eingang der Aktien bei der Gesellschaft, falls dies auf einen späteren Tag fällt, gezahlt. Jeder Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, außer bei Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien.

Der Rücknahmeantrag muss den oder die Anteilschein(e) sowie die notwendigen Dokumente beinhalten, die zur Übertragung erforderlich sind, ehe der Rücknahmepreis ausbezahlt wird.

Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Aktien werden für nichtig erklärt..

Art. 10. Umtausch von Aktien. Jeder Aktionär ist berechtigt, unter Vorbehalt eventueller Beschränkungen durch den Verwaltungsrat, von einem Teilfonds oder einer Aktienklasse in einen anderen Teilfonds oder eine andere Aktienklasse zu wechseln. Er ist ebenfalls berechtigt, den Umtausch von Aktien eines Teilfonds oder einer Aktienklasse, die in seinem Besitz sind, in Aktien eines anderen Teilfonds oder einer anderen Aktienklasse zu beantragen.

Der Umtausch erfolgt auf der Grundlage der Nettoinventarwerte gemäß der Bestimmung dieser Werte nach Artikel 12 dieser Satzung; somit für die Aktienklasse(n) der betreffenden Teilfonds am ersten gemeinsamen Bewertungstag, der auf den Tag des Eingangs der Umtauschanträge folgt und gegebenenfalls unter Berücksichtigung des geltenden Wechselkurses zwischen den Währungen der beiden Teilfonds am Bewertungstag. Der Verwaltungsrat kann im Hinblick auf die Häufigkeit von Umtauschen Einschränkungen auferlegen, die er als notwendig erachtet. Im Weiteren kann er die Zahlung von Umtauschkosten, deren Betrag er angemessen festlegt, bestimmen.

Jeder Umtauschantrag ist vom Aktionär schriftlich an den Gesellschaftssitz in Luxemburg oder an eine andere juristische Person, die zum Umtausch der Aktien bevollmächtigt ist, zu richten. Er muss Angaben zum Namen des Anlegers, zum Teilfonds und der Klasse der gehaltenen Aktien, der Anzahl von Aktien oder dem Umtauschbetrag sowie zu dem Teilfonds und der Aktienklasse, die im Austausch zu erhalten sind, enthalten. Er muss von eventuell ausgestellten Aktienzertifikaten begleitet sein. Falls Aktienzertifikate für die ursprüngliche Aktienklasse ausgestellt wurden, werden die neuen Aktienzertifikate erst dann ausgegeben, wenn die alten Aktienzertifikate bei der Gesellschaft eingegangen sind.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, durch die Umwandlung entstandene Aktienbruchteile zuzuteilen oder die diesen Bruchteilen entsprechenden Beträge an die Aktionäre, die den Umtausch beantragt haben, auszuzahlen.

Aktien, die in andere Aktien umgetauscht wurden, werden für nichtig erklärt.

Art. 11. Beschränkungen beim Besitz von Aktien. Die Gesellschaft kann das Eigentum von Aktien gegenüber natürlichen oder juristischen Personen und das Eigentum von Aktien seitens Staatsangehörigen der Vereinigten Staaten von Amerika einschränken oder untersagen.

Die Gesellschaft kann darüber hinaus Einschränkungen erlasse, die sie für nützlich erachtet, um sicherzustellen, dass keine Aktie der Gesellschaft von einer Person erworben wird oder in ihrem Besitz ist, die (a) gegen das Gesetz oder sonstige Vorschriften eines Landes oder einer Behörde verstößt, oder (b) durch deren Lage nach Ansicht des Verwaltungsrates steuerliche oder andere finanzielle Nachteile für die Gesellschaft entstehen würden, die sonst nicht entstanden wären.

Zu diesem Zweck:

1. kann die Gesellschaft die Ausgabe von Aktien und die Eintragung von Aktienübertragungen ablehnen, falls sie der Auffassung ist, dass eine solche Ausgabe oder Übertragung zur Folge hätte oder haben könnte, dass das Eigentum der Aktien an einen Staatsangehörigen der Vereinigten Staaten von Amerika fallen würde;

2. kann die Gesellschaft von jeder Person, die im Aktionärsregister eingetragen ist, oder von jeder anderen Person, die eine Übertragung von Aktien beantragt, verlangen, ihr alle Informationen und Aktienzertifikate zur Verfügung zu stellen, die sie für notwendig erachtet und die gegebenenfalls von einer eidesstattlichen Erklärung begleitet sind, mit dem Ziel festzustellen, ob diese Aktien das Eigentum von Staatsangehörigen der Vereinigten Staaten von Amerika sind oder werden;

3. kann die Gesellschaft zum Zwangsrückkauf schreiten, falls sie der Auffassung ist, dass ein Staatsangehöriger der Vereinigten Staaten von Amerika allein oder mit anderen Eigentümern von Aktien der Gesellschaft ist. In diesem Fall wird folgendes Verfahren angewandt:

a) Die Gesellschaft lässt dem Aktionär, der die Aktien hält oder der im Aktionärsregister als Eigentümer der zurückzukaufenden Aktien verzeichnet ist, eine Mitteilung (nachstehend «Rückkaufbescheid») zugehen; der Rückkaufbescheid definiert die zurückzukaufenden Titel, den zu zahlenden Rücknahmepreis und den Ort, an dem die Zahlung dieses Preises zu erfolgen hat. Der Rückkaufbescheid kann dem Aktionär mittels Einschreibebrief zugehen, der an seine zuletzt bekannte Anschrift oder an die im Aktionärsregister eingetragene Anschrift adressiert ist. Der betroffene Aktionär ist gehalten, der Gesellschaft unverzüglich den oder gegebenenfalls die Anteilschein(e) zu übergeben, die die im Rückkaufbescheid aufgeführten Aktien repräsentieren.

Sofort nach Geschäftsschluss des im Rückkaufbescheid angegebenen Tages scheidet der betroffene Aktionär als Inhaber der im Rückkaufbescheid angegebenen Aktien aus; und im Falle von Namenaktien wird sein Name im Anteilregister gestrichen; bei Inhaberaktien werden der oder die Anteilschein(e), die die Aktien repräsentieren, in den Büchern der Gesellschaft für nichtig erklärt.

b) Der Preis, zu dem die im Rückkaufbescheid erwähnten Aktien zurückgenommen werden (der «Rückkaufpreis»), ist gleich dem Nettoinventarwert der Aktien der Gesellschaft, der unmittelbar vor dem Rückkaufbescheid bestimmt wurde. Ab dem Datum des Rückkaufbescheids verliert der betroffene Aktionär sämtliche Aktionärsrechte.

c) Die Zahlung des Rückkaufpreises erfolgt in der Währung, die der Verwaltungsrat bestimmt. Der Betrag wird von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder andernorts hinterlegt, wie im Rückkaufbescheid angegeben. Die Bank zahlt den Preis dem betroffenen Aktionär gegen Übergabe des oder der Aktienzertifikate(s), die im Rückkaufbescheid angegeben sind, aus. Sofort nach Hinterlegung des Betrages gemäß diesen Bedingungen kann keine Person, die ein Interesse bezüglich der im Rückkaufbescheid erwähnten Aktien hat, ein Recht auf diese Aktien geltend machen oder gegen die Gesellschaft und ihr Vermögen vorgehen. Lediglich der Aktionär, der als Inhaber der Aktien auftritt, kann den gezahlten Preis (zinslos) bei der Bank gegen Übergabe der Aktienzertifikate einfordern.

d) Die Ausübung der Vollmachten durch die Gesellschaft, die ihr in diesem Artikel verliehen werden, kann in keinem Fall in Frage gestellt oder für kraftlos erklärt werden weil das Eigentum an Aktien nicht ausreichend nachgewiesen werden konnte oder ein Anteil im Eigentum einer anderen Person stand, als von der Gesellschaft bei Absendung des Rückkaufbescheides angenommen; dies unter der Bedingung, dass die Gesellschaft ihre Rechte in gutem Glauben ausgeübt hat.

4. kann die Gesellschaft an jeder Generalversammlung dem Aktionär das Stimmrecht verweigern der Staatsangehöriger der Vereinigten Staaten von Amerika und / oder Gegenstand eines Rückkaufbescheids für seine Aktien ist bzw. war.

Der in dieser Satzung benutzte Ausdruck «Staatsangehöriger der Vereinigten Staaten von Amerika» bezieht sich auf sämtliche Staatsangehörigen, Staatsbürger oder Gebietsansässigen der Vereinigten Staaten von Amerika oder eines ihrer Gebiete oder ihrer Territorien in ihrem Zuständigkeitsbereich bzw. Personen, die dort ihren normalen Wohnsitz haben (einschließlich des Nachlasses aller Personen, Gesellschaften oder dort gegründeter oder organisierter Unternehmen).

Art. 12. Ermittlung des Nettoinventarwerts der Aktien. Der Nettoinventarwert einer Aktie, gleichgültig in welchem Teilfonds und in welcher Klasse diese Aktien ausgegeben werden, wird in der vom Verwaltungsrat gewählten Währung durch eine Zahl ausgedrückt, die am Bewertungstag gemäß Artikel 13 dieser Satzung ermittelt wird, indem das Nettovermögen dieses Teilfonds durch die Anzahl der in diesem Teilfonds und in dieser Klasse ausgegebenen Aktien geteilt wird.

Die Bewertung des Nettovermögens der verschiedenen Teilfonds wird wie folgt vorgenommen:

Das Nettovermögen der Gesellschaft wird gebildet durch das nachfolgend definierte Vermögen abzüglich der nachfolgend definierten Verbindlichkeiten der Gesellschaft am Bewertungstag, an dem der Nettoinventarwert der Aktien bestimmt wird.

I. Das Vermögen der Gesellschaft enthält:

- a) alle Barmittel in Kassa und auf Konto, einschließlich aller aufgelaufenen und noch nicht fälligen Zinsen;
- b) sämtliche Wechselguthaben, Sichtschuldscheine und Forderungen (einschließlich der Erträge aus verkauften Wertpapieren, deren Preis noch nicht vereinnahmt wurde);
- c) sämtliche Effekten, Anteile, Aktien, Schuldverschreibungen, Options- oder Zeichnungsrechte und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft;
- d) sämtliche Forderungen (Dividenden und Ausschüttungen) der Gesellschaft in bar oder aus Wertpapieren, von denen die Gesellschaft vernünftigerweise Kenntnis haben konnte (vorausgesetzt, dass die Gesellschaft Anpassungen in Bezug auf Schwankungen im Marktwert der Wertpapiere vornehmen kann, die durch Praktiken wie den Handel Ex-Dividenden oder Ex-Rechte entstanden sind);
- e) sämtliche aufgelaufenen und noch nicht fälligen Zinsen auf den Wertpapieren im Besitz der Gesellschaft, außer wenn diese Zinsen im Nennwert solcher Wertpapiere inbegriffen sind;
- f) die Gründungskosten der Gesellschaft, insofern sie nicht abgeschrieben wurden;
- g) alle sonstigen Vermögenswerte jeder Art, einschließlich der im Voraus gezahlten Aufwendungen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

a) Der Wert aller Barmittel in Kassa oder auf Konto, Wechselguthaben, Sichtschuldscheine und Forderungen, vorausgezählter Aufwendungen, Dividenden und erklärter oder aufgelaufener, aber noch nicht vereinnahmter Zinsen wird mit dem Nennwert dieser Vermögenswerte berechnet, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge in voller Höhe eingehen; in letzterem Fall wird der Wert ermittelt, indem die Gesellschaft nach eigenem Ermessen einen entsprechenden Abzug vornimmt, um den wirklichen Wert dieser Vermögenswerte darzustellen.

b) Der Wert aller an einer Börse notierten oder gehandelten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente wird nach dem letzten verfügbaren Kurs ermittelt.

c) Der Wert aller Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an anderen geregelten, in ihrer Funktionsweise regelmäßigen, anerkannten und für das Publikum offenen Märkten gehandelt werden, wird nach dem letzten verfügbaren Kurs bestimmt.

d) Die Geldmarktinstrumente und festverzinslichen Wertpapiere können auf der Grundlage der abgeschriebenen Kosten bewertet werden. Bei dieser Methode wird nach dem Kauf eine konstante Abschreibung berücksichtigt, die bei Fälligkeit des Wertpapiers den Rücknahmepreis erreicht.

e) Der Wert der Wertpapiere, die jeden Organismus für gemeinsame Anlagen repräsentieren, wird nach dem letzten offiziellen Nettoinventarwert je Anteil oder nach dem letzten geschätzten Nettoinventarwert bestimmt, falls Letzterer aktueller als der offizielle Nettoinventarwert ist. Der Nettoinventarwert darf nur unter der Bedingung geschätzt werden, dass

die Sicav die Sicherheit hat, dass die für diese Schätzung verwendete Bewertungsmethode mit der für die Berechnung des offiziellen Nettoinventarwerts verwendeten Methode übereinstimmt.

f) Soweit Wertpapiere, die am Bewertungstag im Bestand sind, nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten, in seiner Funktionsweise regelmäßigen, anerkannten und für das Publikum offenen Markt notiert oder gehandelt werden; oder falls die Bewertung der Wertpapiere, die an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt werden, nicht den vorstehenden Bestimmungen des unter b) und c) ermittelten Preis entspricht; werden diese Wertpapiere auf der Grundlage ihres wahrscheinlichen Verkaufspreises bewertet, der vorsichtig und nach Treu und Glauben geschätzt wird.

g) Vermögenswerte, die auf eine andere Währung als die Währung der jeweiligen Teilfonds lauten, werden zum letztbekanntesten Devisenmittelkurs umgerechnet.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

a) alle Darlehen, verfallenen Wechsel und fälligen Forderungen,
b) alle fälligen oder geschuldeten Verwaltungskosten, einschließlich der Vergütungen für die Anlageberater, die Verwalter, den Verwahrer und die Bevollmächtigten und Beauftragten der Gesellschaft,

c) alle bekannten fälligen und nicht fälligen Verpflichtungen, einschließlich sämtlicher fälliger vertraglicher Verpflichtungen, deren Gegenstand Barzahlungen oder Zahlungen in Vermögenswerten sind; darin eingeschlossen sind auch von der Gesellschaft angekündigte, noch nicht ausbezahlte Dividenden, wenn der Bewertungstag mit dem Tag zusammenfällt, an dem die Person bestimmt wird, die Anspruch auf eine Dividende hat oder haben wird,

d) eine angemessene, vom Verwaltungsrat festgelegte Rückstellung für künftige Kapital- und Einkommensteuern, die bis zum Bewertungstag aufgelaufen sind, sowie andere vom Verwaltungsrat genehmigte oder gebilligte Rücklagen bzw. Rückstellungen,

e) alle anderen Verpflichtungen der Gesellschaft jeder Art, außer Verpflichtungen, die Eigenmittel der Gesellschaft darstellen. Für die Bewertung der Höhe dieser Verpflichtungen kann die Gesellschaft Verwaltungskosten und anderen regelmäßig oder periodisch wiederkehrenden Kosten Rechnung tragen, indem sie eine Schätzung dieser Kosten für das Jahr oder jede andere Periode vornimmt und den resultierenden Betrag anteilmäßig über den jeweiligen Zeitraum verteilt.

III. Das der Gesamtheit der Aktien eines Teilfonds zuzuschreibende Nettovermögen wird gebildet durch das Vermögen des Teilfonds abzüglich der Verbindlichkeiten des Teilfonds am Schluss des Bewertungstags, an dem der Nettoinventarwert der Aktien bestimmt wird.

Wenn innerhalb eines bestimmten Teilfonds Zeichnungen oder Rücknahmen von Aktien einer spezifischen Aktienklasse erfolgen, wird das der Gesamtheit der Aktien dieser Klasse zuzuschreibende Nettovermögen des Teilfonds um die bei der Gesellschaft aufgrund dieser Zeichnungen oder Rücknahmen von Aktien eingegangenen oder von ihr gezahlten Nettobeträge erhöht bzw. reduziert.

IV. Der Verwaltungsrat hat für jeden Teilfonds ein Vermögen einzurichten, das in der nachfolgend beschriebenen Weise den Aktien, die für einen Teilfonds und eine Klasse ausgegeben sind, gemäß den Bestimmungen dieses Artikels zugeteilt wird. Zu diesem Zweck:

1. werden sowohl die Erlöse aus der Ausgabe der Aktien eines jeden Teilfonds in den Büchern der Gesellschaft als auch die Aktiven, Passiven, Einnahmen und Ausgaben dieses Teilfonds diesem Teilfonds zugeteilt;

2. werden Aktiven, falls aus einem anderen Vermögenswert abgeleitet, in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugerechnet, aus dem sie abgeleitet wurden, sowie bei jeder Neubewertung von Aktiven, ist die Wertzunahme oder -abnahme auf den betreffenden Teilfonds anzuwenden, dem diese Aktiven angehören.

3. entsteht der Gesellschaft eine Verpflichtung, die sich auf Aktiven eines Teilfonds oder auf ein Geschäft im Zusammenhang mit Aktiven eines Teilfonds bezieht, wird diese Verpflichtung dem betreffenden Teilfonds zugeteilt;

4. können Aktiven oder Passiven der Gesellschaft einem einzelnen Teilfonds nicht zugeordnet werden, werden diese allen Teilfonds im Verhältnis zu den im Rahmen der verschiedenen Teilfonds ausgegebenen Nettoanteilswerten zugeteilt. Die Gesellschaft stellt dabei ein und dieselbe juristische Person dar;

5. wird bei Dividendenzahlungen an ausschüttende Aktien eines Teilfonds der Nettoinventarwert dieses Teilfonds, welchem diese ausschüttenden Aktien zugeteilt ist, entsprechend der Summe dieser Dividenden gemäß den Bestimmungen sub VI. dieses Artikels herabgesetzt.

V. Zum Zweck dieses Artikels:

1. wird jeder zurückzunehmende Anteil der Gesellschaft gemäß Artikel 9 dieser Satzung als ausgegebener und bestehender Anteil bis zum Geschäftsschluss am Bewertungstag berücksichtigt, der für die Rücknahme dieses Anteils gilt, wobei von diesem Zeitpunkt an und bis zu seiner Zahlung, der Rücknahmepreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft angesehen wird;

2. wird jede auszugebende Aktie der Gesellschaft gemäß den eingegangenen Zeichnungsanträgen ab dem Geschäftsschluss an dem Bewertungstag, an dem sein Ausgabepreis bestimmt wurde, als ausgegebene Aktie behandelt, und sein Preis wird bis zu seiner Zahlung als eine Forderung der Gesellschaft angesehen;

3. werden sämtliche Anlagen, Barbestände und sonstigen Vermögenswerte der Gesellschaft, die auf andere Währungen als die Bewertungswährung eines jeden Teilfonds lauten, zum am Tag und zur Stunde der Ermittlung des Nettoinventarwerts der Aktien geltenden Wechselkurses bewertet; und

4. wird, soweit möglich, allen am Bewertungstag von der Gesellschaft abgeschlossenen Käufen oder Verkäufen von Wertpapieren nach Möglichkeit Rechnung getragen.

VI. Im Masse und zum Zeitpunkt, in dem bei Aktien eines bestimmten Teilfonds Aktien verschiedener Klassen ausgegeben werden und im Umlauf sind, wird der Nettoinventarwert dieses Teilfonds gemäß den Bestimmungen sub I bis V dieses Artikels unter den gesamten Aktien jeder Klasse aufgegliedert.

Wenn innerhalb eines bestimmten Teilfonds Zeichnungen oder Rücknahmen von Aktien einer Aktienklasse erfolgen, wird das der Gesamtheit der Aktien dieser Klasse zuzuschreibende Nettovermögen des Teilfonds um die bei der Gesellschaft aufgrund dieser Zeichnungen oder Rücknahmen von Aktien eingegangenen oder von ihr gezahlten Nettobeträge erhöht bzw. reduziert. Der Nettowert einer Aktie im jeweiligen Teilfonds und in der jeweiligen Klasse entspricht jederzeit dem Betrag, der aus der Division des Nettovermögens dieses Teilfonds, das auf sämtliche Aktien dieser Klasse entfällt, durch die gesamte Anzahl der Aktien dieser Klasse, die ausgegeben und in Umlauf sind, resultiert.

Art. 13. Häufigkeit und vorläufige Aussetzung der Ermittlung des Nettoinventarwerts der Aktien, der Ausgaben, Rücknahmen und des Umtauschs von Aktien.

I. Häufigkeit der Ermittlung des Nettoinventarwerts

In jedem Teilfonds wird der Nettoinventarwert der Aktien, einschließlich des Ausgabe- und Rücknahmepreises, periodisch von der Gesellschaft oder einem von der Gesellschaft bestellten Dritten ermittelt, jedoch keinesfalls seltener als zweimal im Monat und mit der vom Verwaltungsrat bestimmten Häufigkeit (ein solcher Tag der Ermittlung des Nettoinventarwerts der Aktien wird in dieser Satzung als «Bewertungstag» bezeichnet).

Falls ein Bewertungstag auf einen gesetzlichen Feiertag oder einen Bankfeiertag in Luxemburg fällt, wird der Nettoinventarwert der Aktien an dem in den Verkaufsunterlagen genannten Tag ermittelt.

II. Vorläufige Aussetzung der Ermittlung des Nettoinventarwerts

Die Gesellschaft kann unbeschadet von gesetzlichen Gründen sowohl die Ermittlung des Nettoinventarwerts der Aktien wie auch die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch ihrer Aktien im Allgemeinen oder im Zusammenhang mit einem oder mehreren Teilfonds beim Auftreten der folgenden Umstände aussetzen:

- während der gesamten oder einem Teil der Periode, in dem eine der wichtigsten Börsen oder einer der wichtigsten sonstigen Märkte, wo ein bedeutender Teil des Portfolios eines oder mehrerer Teilfonds notiert ist, aus anderen Gründen als einem gewöhnlichen Feiertag geschlossen oder bei dem der Handel eingeschränkt oder ausgesetzt ist,
- wenn Notlagen bewirken, dass die Gesellschaft über das Vermögen eines oder mehrerer Teilfonds nicht verfügen oder dieses nicht bewerten kann,
- wenn Kommunikationsmittel, die für die Ermittlung des Preises, der Vermögenswerte oder der Börsenkurse eines oder mehrere Teilfonds erforderlich sind, unter den vorstehend im ersten Gedankenstrich festgelegten Bedingungen außer Betrieb sind,
- während der gesamten Periode, in der die Gesellschaft nicht in der Lage ist, Gelder zurückzuführen, um Auszahlungen für Rücknahmen von Aktien eines oder mehrerer Teilfonds vorzunehmen; im Falle dass Überweisungen von Geldern im Zusammenhang mit Anlagekäufen oder -verkäufen oder fälligen Auszahlungen für Rücknahmen von Aktien nach Auffassung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen getätigt werden können,
- nach Veröffentlichung der Einberufung zu einer Generalversammlung der Aktionäre, die über die Auflösung und die Liquidation der Gesellschaft zu tagen hat.

Eine derartige Aussetzung der Ermittlung des Nettoinventarwerts wird den Aktionären, die in den betroffenen Teilfonds einen Antrag auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Aktien gestellt haben, von der Gesellschaft mitgeteilt; diese Aktionäre können ihre Order annullieren. Die anderen Aktionäre werden durch eine Pressemitteilung informiert. Eine derartige Aussetzung hat keinerlei Einfluss auf die Berechnung des Nettoinventarwerts, die Ausgabe, die Rücknahme oder den Umtausch von Aktien in den davon nicht betroffenen Teilfonds.

Kapitel III. - Verwaltung und aufsicht der Gesellschaft

Art. 14. Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre sein müssen, verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden von der Generalversammlung für eine Periode von einem Jahr gewählt, die beliebig verlängert werden kann und bleiben solange im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt worden sind.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann mit oder ohne Angabe von Gründen abberufen werden oder jederzeit durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre ersetzt werden.

Stirbt oder scheidet ein Mitglied des Verwaltungsrates aus, kann er vorläufig gemäß den vom Gesetz vorgesehenen Modalitäten durch einen Nachfolger ersetzt werden. Die endgültige Wahl seines Nachfolgers wird in jedem Fall durch die Generalversammlung bei ihrem nächsten Zusammentreffen vorgenommen.

Art. 15. Sitzungen des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, bei dem es sich obligatorisch um eine natürliche Person handeln muss. Er kann ebenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden ernennen und einen Sekretär bestellen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Vorsitzenden oder, falls dieser verhindert ist, auf Einladung von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort so oft zusammen, wie dies zur Wahrung der Interessen der Gesellschaft erforderlich ist. Die Einladungen können schriftlich oder mündlich erfolgen. Mindestens ein Drittel der Verwaltungsratsmitglieder kann unter Angabe der Tagesordnung der Sitzung den Verwaltungsrat einberufen, sofern dieser seit mehr als zwei Monaten nicht mehr getagt hat.

Beschlüsse des Verwaltungsrates sind nur gültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann andere Mitglieder schriftlich, per Telegramm, per E-Mail oder durch jedes andere vom Verwaltungsrat genehmigte Kommunikationsmittel eine Vollmacht erteilen, um es in einer Verwaltungsratssitzung zu vertreten und dort an seiner Stelle über die Punkte der Tagesordnung der Sitzung abzustimmen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere Mitglieder vertreten.

Die Beschlüsse werden mit Mehrheit der Stimmen gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet der Vorsitzende.

In dringenden Fällen können die Mitglieder des Verwaltungsrates ihre Stimme über die Punkte auf der Tagesordnung durch einfaches Schreiben, per Telegramm oder E-Mail oder durch jedes andere vom Verwaltungsrat genehmigte Kommunikationsmittel abgeben.

Ein von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates unterzeichneter Beschluss ist mit einer im Verwaltungsrat getroffenen Entscheidung gleichwertig.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden protokolliert und vom Vorsitzenden oder, bei seiner Abwesenheit, von demjenigen unterzeichnet, der den Vorsitz der Sitzung gehabt hat. Kopien oder Auszüge, die am Gericht oder andernorts vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat ist weitestgehend befugt, die Geschäfte der Gesellschaft zu führen und alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen der Satzung der Gesellschaft und insbesondere unter Vorbehalt der Einhaltung der Anlagepolitik gemäß Artikel 4 dieser Satzung vorzunehmen.

Alles, was nicht ausdrücklich durch Gesetz oder Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat, unter Anwendung des Prinzips der Risikostreuung, hat die Befugnis, die allgemeine Zielsetzung der Verwaltung und der Anlagepolitik der Gesellschaft sowie die Grundsätze der Verwaltung der Gesellschaft unter Vorbehalt der von Gesetz und Verordnung über die Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren festgelegten Anlagebeschränkungen, oder diejenigen, die der Verwaltungsrat in Bezug auf die Anlagen der Gesellschaft vorsieht, festzulegen. Die Gesellschaft kann in jedem Teilfonds und im Rahmen der vorgenannten Beschränkungen in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten anlegen, die an allen Börsen notiert und an allen geregelten Märkten gehandelt werden, deren Funktionsweise regelmäßig ist, die anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich sind und die sich in einem Land in Europa, Nord-, Mittel- und Lateinamerika, Asien, Afrika und/oder Australien und Ozeanien befinden.

Die Gesellschaft kann darüber hinaus und gemäß dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% ihres Nettovermögens in einem oder mehreren Teilfonds in verschiedenen Emissionen von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, seinen Gebietskörperschaften, von einem Staat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben oder garantiert sind, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, jedoch muss dieser bzw. müssen diese Teilfonds Wertpapiere halten, die im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben sind, wobei der Wert ein und derselben Emission 30% des Gesamtbetrags nicht übersteigen darf.

Art. 17. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Gegenüber Dritten ist die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder die Einzelunterschrift aller Personen wirksam verpflichtet, denen Unterschriftsvollmachten vom Verwaltungsrat erteilt wurden.

Art. 18. Vollmacht. Der Verwaltungsrat kann Vollmachten für die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft an einen oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder an einen oder mehrere andere Vertreter, die keine Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen, übertragen. Dabei sind jedoch die Bestimmungen von Artikel 60 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften zu beachten.

Art. 19. Depotbank. Die Gesellschaft schließt mit einer Luxemburger Bank eine Vereinbarung ab, laut der diese Bank die Pflichten eines Verwahrers des Vermögens der Gesellschaft gemäss dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen übernimmt.

Art. 20. Persönliches Interesse der Mitglieder des Verwaltungsrats. Kein Vertrags- oder Geschäftsabschluss zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Firmen kann dadurch beeinträchtigt oder ungültig werden, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte der Gesellschaft ein diesbezügliches Interesse haben bzw. Verwaltungsratsmitglieder, Teilhaber, Bevollmächtigte oder Angestellte dieser Gesellschaften sind. Ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Bevollmächtigter der Gesellschaft, der zur gleichen Zeit Aufgaben eines Verwaltungsratsmitgliedes, Teilhabers, Bevollmächtigten oder Angestellten einer anderen Gesellschaft oder Firma erfüllt, mit der die Gesellschaft Vereinbarungen eingeht oder sonst in Geschäftsverbindung tritt, wird aufgrund der Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, in Bezug auf eine solche Vereinbarung oder ein solches Geschäft Stellung zu beziehen, abzustimmen oder zu handeln.

Sollte ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Bevollmächtigter der Gesellschaft ein persönliches Interesse daran haben, dass die Gesellschaft einen Vertrags- oder Geschäftsabschluss tätigt, hat dieses Mitglied oder dieser Bevollmächtigte dem Verwaltungsrat sein persönliches Interesse mitzuteilen und seine Erklärung wird im Sitzungsprotokoll festgehalten. Dieses Mitglied oder dieser Bevollmächtigte wird über ein solches Geschäft weder tagen noch abstimmen. Dieses Geschäft und das damit verbundene persönliche Interesse wird den Aktionären bei der nächsten Generalversammlung der Aktionäre mitgeteilt.

Der im vorhergehenden Satz benutzte Ausdruck «persönliches Interesse» findet keine Anwendung auf Geschäftsbeziehungen oder -interessen, die durch welche Art oder welchem Rahmen auch immer, im Zusammenhang mit einer Gesellschaft oder juristischen Person stehen, die der Verwaltungsrat bestimmen kann.

Art. 21. Vergütung der Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker oder gesetzlichen Verwalter für alle vernünftigen Ausgaben entschädigen, die in Verbindung mit einer Handlung, einem Verfahren oder einer Verhandlung entstehen, an denen sie in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte der Gesellschaft beteiligt sind oder waren; weil sie, auf Wunsch der Gesellschaft, Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte einer anderen Gesellschaft waren, bei der die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist, und von der sie keine Vergütung erhalten würden. Ausgeschlossen sind Vergütungen, sofern das Verwaltungsratsmitglied, jeder Bevollmächtigte oder jede andere Person bei Verfahren oder Verhandlungen wegen grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft verurteilt wird. Bei außergerichtlichem Vergleich wird eine solche Vergütung nur gestattet, wenn die Gesellschaft durch ihren Rechtsberater davon unterrichtet ist, dass die Person, welche die Vergütung erhalten soll, ihre Pflichten nicht verletzt hat. Das vorstehend ausgeführte Recht auf Vergütung schließt keine anderen individuellen Rechte in Bezug auf diese Personen aus.

Art. 22. Aufsicht der Gesellschaft. Gemäß dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen ist die Vermögenslage der Gesellschaft der Kontrolle eines Wirtschaftsprüfers unterworfen. Letzterer wird von der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre für einen Zeitraum bestellt, der mit dem Ende des Tages der nächstfolgenden jährlichen Generalversammlung der Aktionäre endet, und bleibt bis zur Wahl seines Nachfolgers im Amt. Der Wirtschaftsprüfer kann jederzeit mit oder ohne Angabe von Gründen durch die Generalversammlung der Aktionäre ersetzt werden.

Kapitel IV.- Generalversammlung

Art. 23. Vertretung. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie verfügt über sämtliche Vollmachten, um alle Angelegenheiten der Gesellschaft anzuordnen, sie zu besorgen oder zu bestätigen.

Art. 24. Jährliche Generalversammlung. Die Generalversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie kann jedoch auch auf Antrag von Aktionären einberufen werden, die gemeinsam mindestens einen Fünftel des Gesellschaftskapitals besitzen müssen.

Die jährliche Generalversammlung findet jeweils am zweiten Montag des Monats April um 11 Uhr in der Stadt Luxemburg an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort statt. Falls dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Generalversammlung am ersten darauf folgenden Bankgeschäftstag statt. Bei ausserordentlichen Umständen kann die jährliche Generalversammlung auf Antrag des Verwaltungsrates auch im Ausland abgehalten werden.

Jeder Namenaktionär wird innerhalb der gesetzlichen Fristen in schriftlicher Form zur Generalversammlung eingeladen. Falls Inhaberaktien ausgegeben wurden, erfolgt die Einladung durch Mitteilung, die den gesetzlichen Formen und Fristen zu entsprechen hat.

Außerdem können die Aktionäre jedes Teilfonds zu einer separaten Generalversammlung zusammentreten. Diese hat unter Beachtung der Anwesenheits- und Mehrheitsbestimmungen und dem im jeweiligen Zeitpunkt geltenden Gesetz zu tagen und fällt insbesondere folgende Beschlüsse:

1. die Zuweisung der Gewinnsalden des Jahres im betreffenden Teilfonds;
2. Beschlüsse gemäß Artikel 33 dieser Satzung.

Die an einer Generalversammlung durch die Aktionäre zu behandelnden Angelegenheiten sind auf die in der Tagesordnung genannten Traktanden sowie auf Angelegenheiten, die sich auf diese Traktanden beziehen, beschränkt.

Art. 25. Versammlungen ohne vorherige Einberufung. Sollten alle Aktionäre anwesend oder vertreten sein, eine ordentliche Versammlung einberufen und erklären, die Tagesordnung zu kennen, die ihnen zum Beschluss unterbreitet wird, kann die Generalversammlung ohne Einberufungsschreiben abgehalten werden.

Art. 26. Abstimmung. Jeder Anteil in jedem Teilfonds ist unabhängig von seinem Nettoinventarwert im Teilfonds, in dem er ausgegeben wurde, zu einer Stimme berechtigt. Die Aktionäre können sich an den Generalversammlungen durch Bevollmächtigte vertreten lassen, indem sie ihnen eine schriftliche Vollmacht erteilen; diese Bevollmächtigten brauchen keine Aktionäre der Gesellschaft zu sein.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche anderen Bedingungen festlegen, die von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung zu erfüllen sind.

Art. 27. Beschlussfähigkeit und Mehrheitsbedingungen. Die Generalversammlung tagt gemäß den Vorschriften des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Sofern nichts anderes von Gesetzes wegen oder durch diese Satzung vorgesehen ist, werden Beschlüsse der Generalversammlungen der Aktionäre mit der einfachen Mehrheit der Stimmen aller anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Titre V.- Geschäftsjahr - Gewinnverteilung

Art. 28. Geschäftsjahr und Rechnungswährung. Das Geschäftsjahr beginnt jedes Jahr am ersten Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres. Die Rechnungswährung ist der Euro.

Art. 29. Verteilung der jährlichen Gewinne. In jedem Teilfonds der Gesellschaft bestimmt die Generalversammlung der Aktionäre auf Vorschlag des Verwaltungsrates welcher Betrag bei den ausschüttenden Aktien als Dividende ausbezahlt werden soll. Dabei sind die im Gesetz vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehenen

Beschränkungen zu beachten. Sollte es jedoch im Interesse der Aktionäre sein, aufgrund spezieller Marktbedingungen keine Dividende auszuzahlen, wird keine Ausschüttung vorgenommen.

Der Anteil der Erträge und Kapitalgewinne, der auf die thesaurierenden Aktien entfällt, wird kapitalisiert.

In allen Teilfonds können vom Verwaltungsrat Zwischendividenden erklärt und an die ausschüttenden Aktien gezahlt werden. Dabei sind die zum jeweiligen Zeitpunkt geltenden gesetzlichen Bedingungen zu beachten.

Der Verwaltungsrat bestimmt sowohl Zeitpunkt und Ort, in der die Dividende zum jeweils gültigen Wechselkurs ausbezahlt wird. Wird eine fällige Dividende vom dazu Berechtigten nicht innerhalb von fünf Jahren nach Fälligkeit eingefordert, verfällt deren Anspruch und die Dividende fällt der Gesellschaft zu. Auf eine von der Gesellschaft für fällig erklärte Dividende, die sie zur Verfügung des Berechtigten hält, wird von der Gesellschaft keine Zinsen gezahlt.

Art. 30. Kosten zu Lasten der Gesellschaft. Die Gesellschaft trägt die Gesamtheit ihrer Betriebskosten, insbesondere:

- Vergütung und Erstattung der Kosten des Verwaltungsrates;
- Vergütung der Verwaltungsgesellschaft, die von der Gesellschaft bestimmt werden kann und in diesem Fall in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft genannt werden muss; Vergütung der Verwalter, der Anlageberater, der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle, der Finanzstelle, der Zahlstelle, des Wirtschaftsprüfers, der Rechtsberater der Gesellschaft sowie anderer Berater oder Beauftragter, die die Gesellschaft möglicherweise in Anspruch nehmen muss;
- Maklergebühren;
- Kosten für die Erstellung, den Druck und die Verteilung des Prospekts, des Kurzprospekts sowie der Jahres- und Halbjahresberichte;
- Druck der Aktienzertifikate;
- Kosten und Ausgaben für die Gründung der Gesellschaft;
- Steuern und Gebühren an die Behörden im Zusammenhang mit ihrer Geschäftstätigkeit;
- Honorare und Kosten in Verbindung mit der Eintragung und der Eintragungsbestätigung der Gesellschaft bei Behörden sowie luxemburgischen und ausländischen Börsen;
- Kosten für die Veröffentlichung des Nettoinventarwertes sowie des Zeichnungs- und Rücknahmepreises;
- Kosten im Zusammenhang mit dem Vertrieb der Aktien der Gesellschaft.

Die Gesellschaft stellt ein und dieselbe juristische Person dar. Die Aktiven eines bestimmten Teilfonds haften nur für die Schulden, Verbindlichkeiten und Verpflichtungen, die diesen Teilfonds betreffen. Kosten, die nicht unmittelbar einem Teilfonds zugerechnet werden können, werden pro rata im Verhältnis der Nettoaktiven eines jeden Teilfonds auf alle Teilfonds verteilt und an erster Stelle den Erträgen der Teilfonds angerechnet.

Falls die Auflegung eines Teilfonds nach Gründungsdatum der Gesellschaft erfolgt, werden die Gründungskosten im Zusammenhang mit der Auflegung dieses neuen Teilfonds allein dem Teilfonds zugerechnet und können über maximal fünf Jahre ab Datum der Auflegung des Teilfonds abgeschrieben werden.

Kapitel VI.- Liquidation der Gesellschaft

Art. 31. Auflösung - Liquidation. Die Gesellschaft kann durch Beschluss einer Generalversammlung, die gemäß den Bestimmungen von Artikel 27 dieser Satzung Beschlüsse fasst, aufgelöst werden.

Fällt das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat eine Generalversammlung einberufen und diese darüber abstimmen lassen, ob die Gesellschaft aufgelöst werden soll. Diese tagt ohne Bedingungen bezüglich der Anwesenheit und beschließt durch einfache Mehrheit der an der Versammlung vertretenen Aktien.

Fällt das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat eine Generalversammlung einberufen und diese darüber abstimmen lassen, ob die Gesellschaft aufgelöst werden soll. Diese tagt ohne Bedingungen bezüglich der Anwesenheit; die Auflösung kann von den Aktionären, die ein Viertel der an der Versammlung vertretenen Aktien besitzen, beschlossen werden.

Die Einberufung hat so zu erfolgen, dass die Versammlung innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung stattfindet, dass das Vermögen unter zwei Drittel bzw. einen Viertel des Mindestkapitals gefallen ist.

Der Generalversammlungsbeschluss oder die Gerichtsentscheidung über die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft werden im Amtsblatt «Mémorial» und in zwei weiteren Zeitungen mit angemessener Auflage, darunter mindestens einer Luxemburger Zeitung, veröffentlicht. Diese Veröffentlichungen erfolgen auf Betreiben des oder der Liquidatoren.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt, die gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen und der Satzung der Gesellschaft bestellt werden. Der Nettoerlös aus der Liquidation jedes Teilfonds wird an die Aktionäre der jeweiligen Klasse im Verhältnis zur Stückzahl ihrer Aktien in dieser Klasse verteilt. Die Beträge, die von den Aktionären bei Abschluss der Liquidation nicht eingefordert wurden, werden bei der «Trésorerie de l'Etat, Caisse de Consignation» in Luxemburg hinterlegt. Die hinterlegten Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Frist angefordert werden. Die Ausgabe, Rücknahme und der Umtausch von Aktien wird ab dem Datum der Veröffentlichung zur Einberufung der Hauptversammlung zur Auflösung der Gesellschaft eingestellt.

Art. 32. Liquidation und Zusammenlegung von Teilfonds.

I. Liquidation eines Teilfonds.

Der Verwaltungsrat kann die Schließung eines oder mehrerer Teilfonds beschließen, falls wesentliche politische oder wirtschaftliche Veränderungen nach Ermessen des Verwaltungsrates diese Entscheidung notwendig machen.

Die Gesellschaft kann in Erwartung der Inkraftsetzung des Liquidationsbeschlusses weiterhin Rücknahmen von Aktien des Teilfonds vornehmen, dessen Liquidation beschlossen wurde. Dies nur, sofern der Verwaltungsrat nicht gegenteilig entscheidet.

Bei solchen Rücknahmen stützt sich die Gesellschaft auf den Nettoinventarwert, der unter Berücksichtigung der Liquidationskosten bestimmt wird; Solchen Rücknahmen sind jedoch weder Rücknahmegebühren noch sonstige Abzüge zu belasten.

Die Gründungskosten sind unverzüglich integral abzuschreiben, nachdem der Beschluss zur Liquidation gefasst wurde.

Beträge, die weder von Aktionären noch Berechtigten bei Abschluss der Liquidation des oder der betroffenen Teilfonds eingefordert wurden, bleiben bei der Depotbank während eines Zeitraums von maximal sechs Monaten ab Abschluss der Liquidation hinterlegt. Nach Ablauf dieser Frist werden diese Guthaben bei der «Trésorerie de l'Etat, Caisse de Consignation» in Luxemburg hinterlegt.

II. Liquidation durch Einbringen in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einen anderen OGAW Luxemburger Rechts.

Wesentliche politische oder wirtschaftliche Veränderungen können nach Ermessen des Verwaltungsrates die Entscheidung notwendig machen, ebenfalls die Schließung eines oder mehrerer Teilfonds durch das Einbringen in einen oder mehrere andere Teilfonds der Gesellschaft oder in einen oder mehrere andere Teilfonds eines anderen OGAW Luxemburger Rechts zu beschliessen.

Während einer Mindestfrist von einem Monat ab dem Tag der Veröffentlichung des Einbringungsbeschlusses können die Aktionäre des oder der betroffenen Teilfonds die kostenfreie Rücknahme ihrer Aktien beantragen. Nach dieser Frist verpflichtet der Einbringungsbeschluss die Gesamtheit aller Aktionäre, die bisher von dieser Möglichkeit keinen Gebrauch gemacht haben; dabei ist es selbstverständlich, dass, falls der OGAW, in den eingebracht wird, die Form eines Investmentfonds hat, diese Entscheidung nur diejenigen Aktionäre verpflichtet, die sich zugunsten der Einbringung ausgesprochen haben.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates in Bezug auf eine bedingungslose Liquidation oder eine Liquidation durch Einbringung sind Gegenstand einer Veröffentlichung im Amtsblatt *Mémorial*, in einer weiteren Luxemburger Zeitung sowie in einer oder mehreren Zeitungen der Vertriebsländer, in denen die Aktien der Gesellschaft zur öffentlichen Zeichnung angeboten werden.

Kapitel VII.- Änderung der Satzung - Anwendbares recht

Art. 33. Änderung der Satzung. Die vorliegende Satzung kann von einer Generalversammlung abgeändert werden, die gemäß den nach Luxemburger Recht vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheit tagt. Jede Änderung der Satzung, die die Rechte von Aktien in einem bestimmten Teilfonds gegenüber den Rechten der Aktien in anderen Teilfonds betrifft, sowie jede Änderung der Satzung, die die Rechte von Aktien einer Aktienklasse gegenüber den Rechten der Aktien einer anderen Aktienklasse betrifft, unterliegt den Vorschriften über Beschlussfähigkeit und Mehrheit gemäß Artikel 68 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Art. 34. Anwendbares Recht. Für sämtliche Punkte, die in dieser Satzung nicht aufgeführt sind, verweisen und unterwerfen sich die Parteien auf die Bestimmungen des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit gültigen Fassung sowie auf des Gesetz vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst folgende Personen, auf unbestimmte Zeit, als Geschäftsführer (*dirigeant*) zu ernennen:

1. Herr Stéphane David Wüthrich, geboren in Thun/Schweiz, am 19. Februar 1969, beruflich wohnend in CH-4051 Basel, Bäumleingasse 20.
2. Herr Daniel Käser, geboren in Riehen/Schweiz, am 8. Februar 1964, beruflich wohnend in CH-4051 Basel, Bäumleingasse 20.
3. Herr Tom Gutenkauf, geboren in Luxemburg, am 6. März 1970, beruflich wohnend in L-1724 Luxemburg, 9, boulevard du Prince Henri.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wurde die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung an die Generalversammlung haben alle Mitglieder des Büros mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. C. Mahy, A. Ho, L. Moulard, J.-P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2007, vol. 157S, fol. 92, case 2. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im *Mémorial*, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 12. Februar 2007.

J.-P. Hencks.

Référence de publication: 2007015218/216/662.

(070027135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2007.

SJ Seymour Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.
Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.
R.C.S. Luxembourg B 123.357.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the ninth of January.
Before Us, Maître Joseph Gloden, notary, residing in Grevenmacher (Luxembourg).

There appeared:

SJ SEYMOUR HOLDING PTE. LTD., with registered office at 80 Raffles Place, #57-01 UOB Plaza, Singapore 048624, register number 200300824N,

duly represented by Mr. Rudolf Kömen, Managing Director of SEB FUND SERVICES S.A., with professional address at 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Singapore, on January 2, 2007.

The proxy given, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which he acts, has requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation (the «Articles») of a company which is hereby established as follows:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company («société anonyme») qualifying as an investment company with variable share capital («société d'investissement à capital variable») under the name of SJ SEYMOUR SICAV (hereinafter the «Company»).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the board of directors of the Company (the «Board of Directors»).

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities as well as in other assets and financial instruments authorized by law with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under Part II of the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment (the «2002 Law»).

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares - Sub-Funds. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law the counter value in USD of one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000.00). The initial capital is sixty five thousand USD (USD 65,000.00) divided into six hundred fifty (650) shares of a par value of one hundred USD (USD 100.00). The minimum capital of the Company must be achieved within six months after the date on which the Company has been authorized as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in transferable securities as well as in other assets and financial instruments authorized by law pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for the Sub-Funds (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The Board of Directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (each a «Sub-Fund» and together the «Sub-Funds») within the meaning of Article 133 of the 2002 Law for one class of shares or for multiple classes of shares in the manner described in Article 11 hereof. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. In respect of the relationships between the shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

The Board of Directors may create each Sub-Fund for an unlimited period or a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with Article 8 below, notwithstanding the provisions of Article 24 below.

The sales documents for the shares of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund.

Within each Sub-Fund, shares can furthermore be issued in series representing all shares issued on any Valuation Day in any class of shares.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The board of directors shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form. If bearer share certificates are to be issued, they will be issued in such denominations as the board of directors shall prescribe and shall provide on their face that they may not be transferred to any U.S. person, resident, citizen of the United States of America or entity organized by or for a U.S. person (as defined in Article 10 hereinafter).

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the Board of Directors.

If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will

and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share certificate, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the board of directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before registered shares shall be converted into bearer shares, the Company may require assurances satisfactory to the board of directors that such issuance or conversion shall not result in such shares being held by a «U.S. person».

Share certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

(2) If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant share certificates. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At th

replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share (s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

(6) The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The Board of Directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class in the relevant series as determined in compliance with Article 11 hereof as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed 10 Luxembourg bank business days from the relevant Valuation Day. The Board of Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Board of Directors may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the Auditor of the Company («réviseur d'entreprises agréé») (as defined in Article 21 herein below) and provided that such securities comply with the investment objectives, policies and restrictions of the relevant Sub-Fund. The costs of any such contribution shall be borne by the relevant investor.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may at any time require the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares may be redeemed in any class of shares; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be redeemed on such Valuation Days (each a «Redemption Day») and together the «Redemption Days») as provided for in sales documents for the shares of the Company.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board of Directors and /or the sales documents, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof. Shares in any Sub-Fund will not be redeemed if the calculation of the net asset value per share in such Sub-Fund is suspended in accordance with Article 12 hereof.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant class in the relevant series, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest tenth of a unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. At the Company's discretion, the Company reserves the right to transfer any existing shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one class of shares into another appropriate class of shares without charge.

Further, if on any given Redemption Day, redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to the Article 9 hereof exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the number or value of shares in issue in a specific class, the Board of Directors may decide that all or part, on a pro rata basis for each shareholder asking for the redemption of his Shares, of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interest of the Company. On the next Redemption Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in kind by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Redemption Day, on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the

other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed shares may be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain classes of shares, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Redemption Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. At the Company's discretion, the Company reserves the right to transfer any existing shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one class of shares into another appropriate class of shares without charge. Shares of any class will not be converted in circumstances where the calculation of the net asset value per share of such class is suspended pursuant to Article 12 hereof.

The shares which have been converted into shares of another class may be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board of Directors being herein referred to as «Prohibited Persons»).

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the «purchase notice») upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates, if any, representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice; in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and the certificate or certificates representing such registered shares will be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant class or classes of shares. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

«Prohibited Person» as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the terms «U.S. Person» mean with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or «resident alien» within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term «U.S. Person» means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on this worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term «U.S. person» also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. «United States» means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class within the relevant series within the relevant Sub-Fund shall be calculated in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Sub-Fund and, to the extent applicable within a Sub-Fund, expressed in the unit currency for the relevant class of shares in such series within such sub-Fund. It shall be determined as of any Valuation Day, by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares in such series within such Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class in such series, on any such Valuation Day, by the number of shares in the relevant class in the relevant series within the Sub-Fund then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest tenth of a unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

The calculation of the net asset value of the different classes of shares in the relevant series shall be made in the following manner:

1. The assets of the Company shall include

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

- a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless

in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

b) The value of assets which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price on the stock exchange which is normally the principal market for such assets.

c) The value of assets dealt in on any other regulated market which is recognized, operating regularly and open to the public (a «Regulated Market») is based on the last available price.

d) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

e) The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on exchanges or on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable.

Credit default swaps will be valued at their present value of future cash flows by reference to standard market conventions, where the cash flows are adjusted for default probability. Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates' curve. Other swaps will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the board of directors and recognised by the auditor of the Company.

f) Units or shares of other UCI will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board of Directors on a fair and equitable basis in good faith.

g) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the Board of Directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees -if any-, custodian fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees (investment management fees and performance fees, if any) payable to its investment managers, fees and expenses payable to its Auditor and accountants, Custodian (as defined in Article 27 herein below) and its correspondents, administrative agent and paying agent, any listing agent, domiciliary agent, any distributor(s) and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the Directors and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses including the costs of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, the costs of assessing the standing of the Fund by nationally and internationally recognized, all taxes, duties, governmental and similar charges, the costs for the publication of the issue, conversion, if any, and redemption prices and all other operating expenses, the costs for the publication of the issue and redemption prices, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex, the costs incurred in connection with the offer and distribution of Shares. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount payable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows

The Board of Directors shall establish a class of shares in respect of each Sub-Fund and may establish multiple classes of shares in respect of each Sub-Fund in the following manner:

(a) If multiple classes of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned provided however, that within a Sub-Fund, the Board of Directors is empowered to define classes of shares so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees and/or (v) the currency or currency unit in which the class may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the reference currency of the relevant Sub-Fund and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of shares against long-term movements of their currency of quotation and/or (vii) such other features as may be determined by the Board of Directors from time to time in compliance with applicable law;

(b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the relevant class of shares issued in respect of such Sub-Fund, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class of shares to be issued;

(c) The assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Sub-Fund shall be applied to the class or classes of shares issued in respect of such Sub-Fund, subject to the provisions here above under (a);

(d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same class or classes of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class or classes of shares;

(e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Sub-Funds are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the Board of Directors, the respective right of each class of shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant class of shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the class of shares, as described in the sales documents for the shares of the Company;

(f) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Redemption Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class of shares, the net asset value per share in each series and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed

thereto by the Company, at least once a month at a frequency determined by the Board of Directors, such date being referred to herein as the «Valuation Day».

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and the issue, redemption and conversion of its shares from its shareholders from and to shares of each class:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to a Sub-Fund quoted thereon; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange; or

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, conversion or redemption of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share in the relevant series, the issue, conversion and redemption of shares of any other class of shares if the assets within such other class of shares are not affected to the same extent by the same circumstances.

Any request for subscription, conversion or redemption may be revocable (i) with the approval of the Board of Directors or (ii) in the event of a suspension of the calculation of the net asset value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each class of shares, following the end of the period of suspension.

Title III. Administration and supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by the Board of Directors which is composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors proposed for election listed in the agenda of the general meeting of shareholders shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented. Any candidate for director not proposed in the agenda of the meeting shall be elected only by vote of the majority of the shares outstanding.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The Board of Directors may choose from among its members a chairman. It may choose a secretary, who need not to be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing or telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors, by the joint signature of any officers of the Company or by the joint signatures of a director and an officer of the Company or of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Delegation of Power. The Board of Directors of the Company may delegate under its responsibility its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Company may enter into a management agreement (the «Management Agreement») with one or several investment managers, as further described in the sales documents for the shares of the Company, who shall supply the Company with recommendations, advice and reports in connection with the management of the assets of the Company and shall advise the Board of Directors as to the selection of transferable securities and other assets pursuant to Article 18 hereof and have discretion, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Board of Directors of the Company to purchase and sell such investment funds and other assets and otherwise to manage the Sub-Fund's portfolios.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) the currency hedging strategy to be applied to specific classes of shares within particular Sub-Funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the sales documents of the shares of the Company, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

The Company is authorized (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or

otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term «opposite interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor («réviseur d'entreprises agréé», the «Auditor») appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2002 Law.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, each year on the third Wednesday of the month of April at 3.00 p.m.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares. The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 24. Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board of Directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board of Directors, to redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse des Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares may be cancelled.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this Article, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment organized under the provisions of Part II of the 2002 Law or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the «new Fund») and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may in any other circumstances be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this Article, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fifth paragraph of this Article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned taken with a 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented and voting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type («fonds commun de placement») or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favor of such amalgamation.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal of the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant series in the class or classes of shares issued in respect of the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company will enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the «Custodian»).

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2002 Law.

If the Custodian desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the shares present and represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2002 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory Dispositions

- 1) The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on December 31, 2007.
- 2) The first annual general meeting will be held in 2008.

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

SJ SEYMOUR HOLDING PTE. LTD., prequalified, subscribes for six hundred fifty (650) shares, resulting in a total payment of USD sixty-five thousand (65,000.00).

Evidence of the above payments, totalling USD sixty five thousand (65,000.00) was given to the undersigned notary.

The subscriber declared that upon determination by the Board of Directors, pursuant to the Articles, of the various classes of shares which the Company shall have, he will elect the class or classes of shares to which the shares subscribed to shall appertain.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of 10 August 1915 on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its creation are estimated at approximately eight thousand Euro.

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following are elected as directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at December 31, 2007.

Chairman of the Board:

Mr Boris Merkenich, Chairman and Chief Executive Officer of SJ SEYMOUR GROUP, residing professionally in Hong Kong, 14FL, Entertainment Building, 30 Queen's Road Central.

Members of the Board:

Mr Johan Lindberg, Managing Director of SEB FUND SERVICES S.A., residing professionally in Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale,

Mr Hugues Chambon, Head of Administration and Finance at SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN S.A., residing professionally in Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale,

Mr Rudolf Kömen, Managing Director of SEB FUND SERVICES S.A., residing professionally in Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

II. The following is elected as Auditor:

PricewaterhouseCoopers, S.à r.l, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65.477.

III. The address of the Company is set at 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg City on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le neuf janvier,

Par-devant nous, Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher,

Ont comparu:

SJ SEYMOUR HOLDING PTE. LTD., avec siège social à 80, Raffles Place, #57-01 UOB Plaza, Singapore 048624, registre numéro 200300824N,

dûment représentée par Monsieur Rudolf Kömen, Managing Director of SEB FUND SERVICES S.A., avec adresse professionnelle à L-1347 Luxembourg, 6a Circuit de la Foire Internationale,

en vertu d'une procuration donné à Singapore, le 2 janvier 2007,

La prédite procuration, signée ne varietur par la personne comparante et le notaire instrumentant, resta annexée au présent acte avec lequel elle sera déposé auprès des autorités de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant ès-qualité, a requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts (les «Statuts») d'une société qui est constituée par les présentes:

Titre I^{er} . Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er} . Dénomination. Il est créé par les présents Statuts entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions ci-après créées, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de SJ SEYMOUR SICAV (ci-après la «Société»).

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. La Société peut établir, par décision du conseil d'administration (le «Conseil d'Administration»), des succursales, filiales ou des bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger (mais en aucun cas aux Etats-Unis d'Amérique, ses territoires ou possessions).

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication de ce siège avec des personnes à l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert temporaire, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet. L'objet exclusif de la Société est d'investir les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières, de même qu'en autres avoirs et instruments financiers autorisés par la loi avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la Partie II de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif (la «Loi de 2002»).

Titre II. Capital social - Actions - Valeur nette d'inventaire

Art. 5. Capital Social - Catégories d'Actions. Le capital de la Société sera représenté par des actions entièrement libérées, sans mention de valeur, et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société, établis conformément à l'Article 11 ci-dessous. Le capital minimum sera celui prévu par la loi, soit actuellement l'équivalent US Dollar (USD) d'un million deux cent cinquante mille Euro (EUR 1.250.000,00). Le capital initial de la Société est de soixante cinq mille USD (USD 65.000,00) représenté par six cent cinquante (650) actions entièrement libérées et d'une valeur nominale de cent (100,00) USD.

Les actions à émettre conformément à l'Article 7 ci-dessous pourront être émises, au choix du Conseil d'Administration, au titre de différentes catégories. Le produit de toute émission d'actions relevant d'une catégorie déterminée sera investi dans des valeurs mobilières de même qu'en autres avoirs et instruments financiers autorisés par la loi, suivant la politique d'investissement déterminée par le Conseil d'Administration pour le Compartiment (tel que défini ci-après), établi pour la (les) catégorie(s) d'actions concernée(s), compte tenu des restrictions d'investissement prévues par la loi ou adoptées par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration établira une masse d'avoirs constituant un compartiment (chacun un «Compartiment» ou «Fonds» et ensemble les «Compartiments»), au sens de l'Article 133 de la Loi de 2002, correspondant à une classe d'actions ou correspondant à plusieurs catégories d'actions, de la manière décrite à l'Article 11 ci-dessous. Dans les relations des actionnaires entre eux, cette masse sera investie au profit exclusif de la catégorie ou des catégories d'actions concernées. La Société sera considérée comme constituant une seule et même entité juridique. Toutefois, vis-à-vis des tiers et en particulier des créanciers de la Société, chaque Compartiment sera seulement responsable pour les engagements attribuables à ce Compartiment. Concernant la relation entre actionnaires, chaque Compartiment sera considéré comme une entité séparée.

Le Conseil d'Administration pourra établir chaque Compartiments pour une durée illimitée ou limitée. Dans ce dernier cas, la Société rachètera, à l'échéance de la durée du Compartiment, toutes les Actions des catégories d'Actions concernées, conformément à l'Article 8 ci-après, nonobstant les dispositions de l'Article 24 ci-après.

Les documents de vente des actions de la Société devront indiquer la durée de chaque Compartiment.

Au sein de chaque Compartiment, des actions pourront être émises en série, représentant toutes actions émises à chaque jour d'évaluation de la valeur nette d'inventaire des différentes catégories d'actions.

Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets correspondant à chaque classe d'actions seront, s'ils ne sont pas exprimés en USD, convertis en USD et le capital sera égal au total des avoirs nets de toutes les catégories d'actions.

Art. 6. Forme des Actions.

(1) Le conseil d'administration déterminera si la Société émettra des actions au porteur et/ou nominatives. Si des certificats au porteur sont émis, ils seront émis dans les formes qui seront prescrites par le conseil d'administration et doivent être pourvus sur leur face avec la mention qu'ils ne peuvent être cédés à aucun ressortissant des Etats-Unis d'Amérique, résident, citoyen ou entité organisée, par ou pour un ressortissant des Etats-Unis (tel que défini dans l'Article 10 ci-après).

Toutes les actions nominatives émises de la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tel qu'il a été communiqué à la Société et le nombre d'actions nominatives qu'il détient ainsi que le montant libéré pour chaque fraction d'action.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre des actions nominatives. La Société décidera si un certificat constatant cette inscription sera délivré à l'actionnaire ou si celui-ci recevra une confirmation écrite de sa qualité d'actionnaire. Le Conseil d'Administration pourra, à sa discrétion, émettre des certificats globaux.

En cas d'émission d'actions au porteur, les actions nominatives pourront être converties en actions au porteur et les actions au porteur pourront être converties en actions nominatives sur demande du propriétaire des actions concernées. La conversion d'actions nominatives en actions au porteur sera effectuée par annulation des certificats d'actions nominatives, si de tels certificats ont été émis, indiquant que le cessionnaire n'est pas un résident des Etats-Unis et par émission d'un ou de plusieurs certificats d'actions au porteur en leur lieu et place, et une mention devra être faite au registre des actions nominatives constatant cette annulation. La conversion d'actions au porteur en actions nominatives sera effectuée par annulation des certificats d'actions au porteur, et, s'il y a lieu, par émission de certificats d'actions nominatives en leur lieu et place, et une mention sera faite au registre des actions nominatives constatant cette émission. Le coût de la conversion pourra être mis à la charge de l'actionnaire par décision du conseil d'administration.

Avant que les actions ne soient émises sous forme d'actions au porteur et avant que des actions nominatives ne soient converties en actions au porteur, la Société peut demander, d'une manière que le Conseil d'Administration considère comme satisfaisante, l'assurance qu'une telle émission ou échange n'aboutira pas à ce que de telles actions soient détenues par des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique.

Les certificats d'actions seront signés par deux administrateurs. Les deux signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe. Toutefois, une des signatures pourra être apposée par une personne déléguée à cet effet par le Conseil d'Administration; dans ce cas, elle devra être manuscrite. La Société pourra émettre des certificats provisoires dans les formes qui seront déterminées par le Conseil d'Administration.

(2) En cas d'émission d'actions au porteur, le transfert d'actions au porteur se fera par la délivrance du certificat d'actions correspondant. Le transfert d'actions nominatives se fera (i) si des certificats d'actions ont été émis, par la remise à la Société du ou des certificats d'actions nominatives et de tous autres documents de transfert exigés par la Société, ou bien (ii) s'il n'a pas été émis de certificats, par une déclaration de transfert écrite, portée au registre des actions nominatives, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs mandataires valablement constitués à cet effet. Tout transfert d'actions nominatives sera inscrit au registre des actions nominatives, pareille inscription devant être signée par un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société, ou par une ou plusieurs autres personnes désignées à cet effet par le Conseil d'Administration.

(3) Tout actionnaire autorisé d'obtenir des certificats d'actions nominatives devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite à son tour au registre des actions nominatives.

Au cas où un actionnaire ne fournit pas d'adresse à la Société, mention en sera faite au registre des actions nominatives, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse fixée par celle-ci, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par l'actionnaire. Celui-ci pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des actions nominatives par une déclaration écrite, envoyée à la Société à son siège social ou à telle autre adresse fixée par celle-ci en temps opportun.

(4) Lorsqu'un actionnaire peut justifier de façon satisfaisante pour la Société, que son certificat d'actions a été égaré, endommagé ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande, aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment sous forme d'émission de certificats d'assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra exiger. Dès l'émission du nouveau certificat, sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original, pour lequel le duplicata aura été émis, n'aura plus de valeur.

Les certificats endommagés peuvent être annulés par la Société et remplacés par des certificats nouveaux.

La Société peut à son gré mettre en compte à l'actionnaire le coût du duplicata ou du nouveau certificat, ainsi que toutes les dépenses raisonnables encourues par la Société en relation avec l'émission du certificat de remplacement et son inscription au registre des actions nominatives ou avec l'annulation du certificat original.

(5) La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. A défaut de la désignation d'un tel mandataire tous les droits attachés à ces actions seront suspendus.

(6) La Société peut décider d'émettre des fractions d'actions. Une fraction d'action ne confère pas le droit de vote mais donnera droit à une fraction correspondante des actifs nets attribuables à la classe d'actions concernée.

Art. 7. Emission des Actions. Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre à tout moment et sans limitation des actions nouvelles entièrement libérées, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le Conseil d'Administration peut restreindre la fréquence à laquelle les actions seront émises dans un Compartiment; le Conseil d'Administration peut, notamment, décider que les actions d'un Compartiment seront uniquement émises pendant une ou plusieurs périodes déterminées ou à toute autre périodicité telle que prévue dans les documents de vente des actions.

Lorsque la Société offre des actions en souscription, le prix par action offerte sera égal à la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie concernée, déterminée conformément à l'Article 11 ci-dessous du Jour d'Évaluation conformément avec la politique déterminée périodiquement par le Conseil d'Administration. Ce prix sera majoré en fonction d'un pourcentage estimé de coûts et dépenses incombant à la Société quand elle investit les résultats de l'émission et en fonction des commissions de vente applicables, tels qu'approuvés de temps à autre par le Conseil d'Administration. Le prix ainsi déterminé sera payable endéans une période déterminée par le Conseil d'Administration qui n'excédera pas [dix] jours ouvrables au Luxembourg à partir du Jour d'Évaluation applicable. Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou autre mandataire dûment autorisé à cette fin, la charge d'accepter les souscriptions, de recevoir en paiement le prix des actions nouvelles à émettre et de les délivrer.

Dans le cas où des actions souscrites ne sont pas payées, la Société peut annuler leur émission tout en se réservant le droit de réclamer ses frais d'émission et commissions.

Le Conseil d'Administrateurs pourra accepter d'émettre des actions en contrepartie d'un apport en nature de valeurs, en observant les prescriptions édictées par la loi luxembourgeoise et notamment l'obligation de produire un rapport d'évaluation du réviseur d'entreprises agréé (tel que défini à l'article 21 ci-après) de la Société et à condition que ces valeurs soient compatibles avec l'objectif et la politique ainsi que des restrictions d'investissement du Compartiment concerné telle que prévue dans les documents de vente des actions. Les coûts relatifs à de tels apports seront supportés par l'investisseur en question.

Art. 8. Rachat des Actions. Tout actionnaire a le droit de demander à la Société qu'elle lui rachète tout ou partie des actions qu'il détient, selon les modalités fixées par le Conseil d'Administration dans les documents de vente des actions et dans les limites imposées par la loi et par les présents Statuts.

Le Conseil d'Administration peut restreindre la fréquence à laquelle les actions seront rachetées dans chaque classe d'actions; le Conseil d'Administration peut, notamment, décider que les actions de chaque classe d'actions seront uniquement rachetées à un tel Jour d'Evaluation (individuellement «Jour de Rachat» et collectivement «Jours de Rachat») telle que prévue dans les documents de vente des actions de la Société.

Le prix de rachat par action sera payable pendant une période prévue par le Conseil d'Administration et/ou dans les documents de vente, pourvu que les certificats d'actions, s'il y en a, et les documents de transfert aient été reçus par la Société, sous réserve des dispositions de l'Article 12 ci-dessous. Les actions de chaque Compartiment ne seront pas rachetées lorsque le calcul de la valeur nette d'inventaire par action dans ce Compartiment est suspendu conformément aux dispositions de l'Article 12 ci-dessous.

Le prix de rachat sera égal à la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie concernée dans le Compartiment concerné, déterminée conformément aux dispositions de l'Article 11 ci-dessous, diminuée des frais et commissions (s'il y a lieu) au taux fixé par les documents de vente des actions. Ce prix de rachat pourra être arrondi vers le haut ou vers le bas au dixième de l'unité la plus proche de la devise concernée, ainsi que le Conseil d'Administration le déterminera.

Au cas où l'exécution d'une demande de rachat d'actions aurait pour effet de réduire le nombre ou la valeur nette d'inventaire totale des actions qu'un actionnaire détient dans une catégorie en dessous d'un certain nombre ou d'une certaine valeur déterminé(e) par le Conseil d'Administration, la Société peut décider de traiter la demande de cet actionnaire comme une demande de rachat de toutes les actions de l'intéressé relevant de cette classe d'actions. La Société peut par ailleurs obliger un actionnaire au rachat de toutes ses actions lorsque la valeur nette d'inventaire totale des actions détenues par cet actionnaire tombe en dessous de la valeur déterminée. La Société a le droit de transférer à sa discrétion et sans frais, les actions d'une catégorie en une classe d'actions approprié si le nombre des actions d'un actionnaire tombe en-dessous du minimum requis une catégorie d'action.

En plus, si à une date de rachat donnée, les demandes de rachat faites conformément au présent Article et les demandes de conversion faites conformément à l'Article 9 des présents Statuts dépassent un certain seuil déterminé par le Conseil d'Administration par rapport au nombre d'actions en circulation dans une classe d'actions déterminée, le Conseil d'Administration peut décider que le rachat ou la conversion de tout ou partie de ces actions sera, sur une base proportionnelle pour chaque actionnaire demandant le rachat, reporté pendant une période et aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration, eu égard à l'intérêt de la Société. Ces demandes de rachat et de conversion seront traitées, lors du plus prochain Jour de Rachat suivant cette période, prioritairement par rapport aux demandes introduites postérieurement.

La Société aura le droit, si le Conseil d'Administration en décide ainsi, de satisfaire au paiement du prix de rachat à chaque actionnaire consentant par l'attribution en nature à l'actionnaire d'investissements provenant de la masse des avoirs constituée en fonction de telle(s) catégorie(s) d'actions d'égale valeur (calculée suivant la procédure décrite à l'Article 11) au Jour de Rachat auquel le prix de rachat est calculé, à hauteur de la valeur des actions à racheter. La nature ou le type d'avoirs à transférer en pareil cas sera déterminé sur une base équitable et raisonnable sans préjudicier les intérêts des autres détenteurs d'actions de la ou des catégories dont il est question, et l'évaluation dont il sera fait usage devra être confirmée par un rapport spécial du réviseur de la Société. Les coûts de tels transferts devront être supportés par le cessionnaire.

Toutes les actions rachetées seront annulées.

Art. 9. Conversion des Actions. A défaut de décision contraire par le Conseil d'Administration pour certaines catégories d'actions tout actionnaire est autorisé à demander la conversion de tout ou partie de ses actions d'une catégorie en actions d'une autre catégorie, étant entendu que le Conseil d'Administration pourra soumettre ces conversions à des conditions et au paiement de frais et charges dont il déterminera le montant.

Le prix de conversion des actions d'une catégorie à une autre sera calculé par référence à la valeur nette d'inventaire respective des deux catégories d'actions concernées, calculée le même Jour de Rachat.

Au cas où l'exécution d'une demande de conversion d'actions aurait pour effet de réduire le nombre ou la valeur nette d'inventaire totale des actions qu'un actionnaire détient dans une catégorie en dessous d'un certain nombre ou d'une certaine valeur déterminé(e) par le Conseil d'Administration, la Société peut décider de traiter la demande de cet actionnaire comme une demande de conversion de toutes les actions de l'intéressé relevant de cette classe d'actions. La Société peut par ailleurs obliger un actionnaire à la conversion de toutes ses actions lorsque la valeur nette d'inventaire totale des actions détenues par cet actionnaire tombe en dessous de la valeur déterminée. Les actions de chaque Compartiment ne seront pas converties lorsque le calcul de la valeur nette d'inventaire par action dans chaque Compartiment est suspendu conformément aux dispositions de l'Article 12 ci-dessous.

Les actions, dont la conversion en actions d'une autre catégorie a été effectuée, seront annulées.

Art. 10. Restrictions à la Propriété des Actions. La Société pourra restreindre ou empêcher la possession de ses actions par toute personne, firme ou société, si, de l'avis de la Société, une telle possession peut être préjudiciable pour la Société, si elle peut entraîner une violation légale ou réglementaire, luxembourgeoise ou étrangère, ou s'il en résultait que la Société pourrait encourir des charges fiscales ou autres désavantages financiers qu'elle n'aurait pas encourus autrement (ces personnes, firmes ou sociétés à déterminer par le Conseil d'Administration ci-après désignées «Personnes Non Autorisées»).

A cet effet, la Société pourra:

A. - refuser l'émission d'actions et l'inscription du transfert d'actions lorsqu'il apparaît que cette inscription ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété ou le bénéfice économique de ces actions à une Personne non Autorisée; et

B. - à tout moment, demander à toute personne figurant au registre des actionnaires, ou à toute autre personne qui demande à s'y faire inscrire, de lui fournir tous renseignements qu'elle estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou vont appartenir économiquement à une Personne Non Autorisée, ou si cette inscription au registre pourrait avoir pour conséquence le bénéfice économique de ces actions par une Personne Non Autorisée; et

C. - refuser d'accepter, lors de toute assemblée générale d'actionnaires de la Société, le vote de toute Personne Non Autorisée; et

D. - s'il apparaît à la Société qu'une Personne Non Autorisée, seule ou avec toute autre personne, est le bénéficiaire économique d'actions de la Société, elle pourra l'enjoindre de vendre ses actions et de prouver cette vente à la Société dans les trente (30) jours de cette injonction. Si l'actionnaire en question manque à son obligation, la Société pourra procéder ou faire procéder au rachat forcé de l'ensemble des actions détenues par cet actionnaire, en respectant la procédure suivante:

(1) La Société enverra un second préavis (ci-après l'«avis d'achat») à l'actionnaire possédant les actions ou apparaissant au registre des actionnaires comme étant le propriétaire des actions à racheter; l'avis d'achat spécifiera les actions à acheter, la manière suivant laquelle le prix d'achat sera déterminé et le nom de l'acheteur.

L'avis d'achat sera envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au registre des actionnaires de la Société. L'actionnaire en question sera alors obligé de remettre à la Société sans délai le ou les certificat(s), le cas échéant, représentant les actions spécifiées dans l'avis d'achat.

Immédiatement après la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis d'achat, l'actionnaire en question cessera d'être propriétaire des actions spécifiées dans l'avis d'achat; s'il s'agit d'actions nominatives, son nom sera rayé du registre des actionnaires, et le ou les certificat(s) représentant ces actions nominatives seront annulés.

(2) Le prix auquel chaque action sera achetée (le «prix d'achat») sera basé sur la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie concernée au Jour d'Evaluation déterminé par le Conseil d'Administration pour le rachat d'actions de la Société et immédiatement antérieure à la date de l'avis d'achat ou immédiatement postérieure à la remise du ou des certificat(s) représentant les actions spécifiées dans cet avis, en retenant toujours le prix le moins élevé, le tout selon la procédure prévue à l'Article 8 des présents Statuts, diminué des frais prévus.

(3) Le paiement du prix d'achat à l'ancien propriétaire est en principe effectué dans la monnaie déterminée par le Conseil d'Administration pour le paiement du prix de rachat des actions de la catégorie concernée; le prix sera déposé pour le paiement à l'ancien propriétaire par la Société, auprès d'une banque au Luxembourg ou à l'étranger (telle que spécifiée dans l'avis d'achat), après que le prix d'achat ait été arrêté suite à la remise du ou des certificats indiqués dans l'avis d'achat conjointement aux coupons non échus y attachés. Dès signification de l'avis d'achat, l'ancien propriétaire ne pourra plus faire valoir de droits sur ces actions ni exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, à part le droit de recevoir le prix d'achat déposé (sans intérêts) de la banque après remise effective du ou des certificats tel que mentionné ci-dessus. Au cas où le prix de rachat n'aurait pas été réclamé dans les cinq ans à compter de la date spécifiée dans l'avis d'achat, ce prix ne pourra plus être réclamé et reviendra à la (aux) catégorie(s) d'actions concernée(s). Le Conseil d'Administration aura tous les pouvoirs pour prendre en temps opportun toutes les mesures nécessaires pour rendre effectif ce droit de retour et autoriser une telle action au nom de la Société.

(4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés par le présent Article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé pour le motif qu'il n'y aurait pas de preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne, ou que la propriété réelle des actions était autre que celle admise par la Société à la date de l'avis d'achat, sous réserve que la Société ait, dans ce cas, exercé ses pouvoirs de bonne foi.

Les termes de «Personnes Non Autorisées» tels qu'utilisés dans les présents Statuts ne regroupent ni les souscripteurs d'actions de la Société émises à l'occasion de la constitution de la Société pendant que tel souscripteur détient de telles actions, ni les marchands de valeurs mobilières qui acquièrent des actions avec l'intention de les distribuer à l'occasion d'une émission d'actions par la Société.

Les Ressortissants des Etats-Unis d'Amérique, tel que définis au présent article constituent une catégorie particulière de Personnes Non Autorisées.

Lorsqu'il apparaît à la Société qu'une Personne Non Autorisée est un Ressortissant des Etats-Unis d'Amérique, qui seul ou avec d'autres personnes est le bénéficiaire des actions, la Société peut sans délai racheter d'office ou faire racheter de tout actionnaire l'ensemble des actions détenues par cet actionnaire. Dans ce cas, la clause D (1) ci-dessus ne sera pas applicable.

Au sens des présents Statuts, les termes de «Ressortissants des Etats-Unis», visent pour les personnes physiques, tout citoyen des Etats-Unis d'Amérique (et certains cas d'anciens citoyens américains tels que définis dans les lois fiscales américaines sur le revenu) ou «résident étranger» au sens des lois fiscales américaines sur le revenu et en vigueur en temps opportun.

Concernant les personnes autres que les personnes individuelles, les termes «Ressortissant des Etats-Unis» visent (i) une société ou association ou autre entité créée ou organisée en vertu des lois des Etats-Unis d'Amérique ou de tout état des Etats-Unis d'Amérique; (ii) un trust lorsque (a) un tribunal américain est à même d'exercer une juridiction primaire sur ce trust et (b) un ou plusieurs mandataires américains ont l'autorité de contrôler toutes les décisions substantielles de ce trust et (iii) une succession (a) qui est soumise à la fiscalité américaine sur son revenu mondial de quelque provenance que ce soit;

ou (b) pour lequel un Ressortissant des Etats-Unis agit en tant qu'exécuteur ou administrateur dispose d'un pouvoir discrétionnaire unique d'investissement sur tous les avoirs de la succession et que la succession n'est pas soumise à une loi étrangère. Le terme «Ressortissant des Etats-Unis» vise également toute entité organisée principalement à des fins d'investissement passif tels qu'un fonds («commodity pool»), une société d'investissement ou une autre entité similaire (autre qu'un plan de retraite pour les employés, fondés de pouvoir ou directeurs de toute entité organisée et ayant son établissement principal hors des Etats-Unis) qui a été constituée dans un but de faciliter l'investissement par un Ressortissant des Etats-Unis dans un fonds («commodity pool») pour lequel l'opérateur est exempt de certaines exigences imposées par le Chapitre 4 des règles promulguées de la United States Commodity Futures Trading Commission en vertu du fait que ses participants ne sont pas des Ressortissants des Etats-Unis. «Etats-Unis» visent les Etats-Unis d'Amérique (y compris ses Etats et le District de Colombia), ses territoires, possessions et autres lieux soumis à sa juridiction.

Art. 11. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action. La valeur nette d'inventaire par action de chaque classe d'actions d'une série d'un Compartiment concerné sera exprimée dans la devise de référence (telle que définie dans les documents de vente des actions) du Compartiment concerné et, le cas échéant, dans un Compartiment, exprimé dans la devise de référence pour la classe d'actions d'une série de ce Compartiment. La valeur nette d'inventaire sera déterminée en divisant au Jour d'Evaluation les actifs nets de la Société correspondant à chaque classe d'actions d'un Compartiment, constitués par la portion des avoirs moins la portion des engagements attribuables à cette classe d'actions au Jour d'Evaluation concerné, par le nombre d'actions de cette catégorie en circulation à ce moment, le tout en conformité avec les règles d'évaluation décrites ci-dessous. La valeur nette d'inventaire par action ainsi obtenue sera arrondie vers le haut ou vers le bas au dixième d'unité le plus proche de la devise concernée tel que le Conseil d'Administration le déterminera. Si depuis la date de détermination de la valeur nette d'inventaire, un changement substantiel des cours sur les marchés sur lesquels une partie substantielle des investissements de la Société attribuables à la classe d'actions concernée sont négociés ou cotés, est intervenu, la Société peut annuler la première évaluation et effectuer une deuxième évaluation dans un souci de sauvegarder les intérêts de l'ensemble des actionnaires et de la Société dans quel cas toutes les demandes de rachat et de souscription seront effectuées sur base de cette deuxième évaluation.

L'évaluation de la valeur nette d'inventaire des différentes catégories d'actions dans les séries concernés se fera de la manière suivante:

I. Les avoirs de la Société comprendront

- 1) toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts courus;
 - 2) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été encaissé);
 - 3) tous les titres, certificats de dépôt, parts, actions, obligations, obligations sans garantie droits de souscription, warrants, options et autres valeurs mobilières, instruments financiers et autres avoirs similaires qui sont la propriété de la Société ou ont été contractés par elle, étant entendu que la Société pourra faire des ajustements d'une manière qui n'est pas en contradiction avec le paragraphe (a) ci-dessous en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex-dividende ou ex-droit ou des procédés similaires;
 - 4) tous les dividendes, en espèces ou en actions, et les distributions à recevoir par la Société en espèces dans la mesure où la Société pouvait raisonnablement en avoir connaissance;
 - 5) tous les intérêts courus sur les avoirs portant intérêt qui sont la propriété de la Société, sauf si ces intérêts sont compris ou reflétés dans le prix de ces avoirs;
 - 6) les dépenses préliminaires de la Société, y compris les coûts d'émission et de distribution des actions de la Société, pour autant que celles-ci n'ont pas été amorties;
 - 7) tous les autres avoirs détenus par la Société, de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.
- La valeur de ces avoirs sera déterminée de la manière suivante:
- (a) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance tels que susmentionnés mais non encore encaissés, consistera dans la valeur nominale de ces avoirs. S'il s'avère toutefois improbable que cette valeur pourra être touchée en entier, la valeur sera déterminée en retranchant tel montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.
 - (b) La valeur des avoirs qui sont cotés ou négociés sur une quelconque bourse de valeurs est basée sur le dernier prix disponible à la bourse de valeurs qui est normalement le marché principal pour de tels avoirs.
 - (c) La valeur des avoirs qui sont négociés sur un autre marché réglementé qui est reconnu, en fonctionnement régulier et ouvert au public (un «Marché Réglementé») est basée sur le dernier prix disponible.
 - (d) Dans la mesure où des valeurs mobilières ne sont pas négociées ou cotées sur une bourse de valeurs ou sur un autre Marché Réglementé ou si, pour des valeurs cotées ou négociées sur une telle bourse ou sur un tel autre marché, le prix déterminé conformément aux dispositions sub (b) ou (c) ci-dessus n'est pas représentatif de la valeur probable de réalisation de ces valeurs mobilières, celles-ci seront évaluées sur base de leur valeur probable de réalisation qui sera estimée avec prudence et bonne foi.
 - (e) La valeur de liquidation des contrats à terme, spot, forward ou contrats d'options qui ne sont pas négociés sur des bourses de valeurs ou d'autres Marchés Réglementés équivaudra à leur valeur de liquidation nette déterminée conformément aux politiques établies par le Conseil d'Administration, sur une base appliquée de façon cohérente à chaque type de contrat.

La valeur de liquidation des contrats à terme, spot, forward ou contrats d'options négociés sur des bourses de valeurs ou d'autres Marchés Réglementés sera basée sur le dernier prix disponible de règlement de ces contrats sur les bourses de valeurs et Marchés Réglementés sur lesquels ces contrats d'options, spot, forward ou ces contrats à terme sont négociés par la Société; pour autant que si un contrat d'options ou un contrat à terme ne peut pas être liquidé le jour auquel les actifs nets sont évalués, la base qui servira à déterminer la valeur de liquidation de ce contrat sera déterminée par le Conseil d'Administration de façon juste et raisonnable.

Les credit default swaps seront évalués à la valeur actuelle des paiements en espèces futurs par référence aux conventions d'usage des marchés, en ajustant les paiements en espèces en fonction de la probabilité de défaut. Les swaps de taux d'intérêt seront évalués à leur valeur de marché établie en référence à la courbe des taux applicable. Les autres swaps seront évalués à leur juste valeur marchande, telle que déterminée de bonne foi sur base des procédures établies par le Conseil d'Administration et reconnues par le réviseur de la Société.

(f) Les parts ou actions d'autres OPC seront évalués à leur dernière valeur nette d'inventaire déterminée et disponible ou, si ce prix n'est pas représentatif de la juste valeur marchande de ces avoirs, alors le prix sera déterminé de bonne foi par le Conseil d'Administration sur une base juste et équitable.

(g) Toutes les autres valeurs mobilières et autres avoirs seront évalués à leur juste valeur telle que déterminée de bonne foi conformément aux procédures établies par le Conseil d'Administration.

La valeur de tous les avoirs et engagements non exprimée dans la devise de référence d'un Compartiment sera convertie dans cette devise au dernier taux de change offert par des grandes banques. Si de telles cotations ne sont pas disponibles, le taux de change sera déterminé par le Conseil d'Administration de bonne foi ou par des procédures qu'il aura établies.

Le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, permettre l'utilisation d'une autre méthode d'évaluation s'il considère qu'une telle évaluation reflète mieux la juste valeur d'un avoir de la Société.

II. Les engagements de la Société comprendront

- 1) tous les emprunts, effets et comptes exigibles;
- 2) tous les intérêts courus sur les emprunts de la Société (y compris tous les droits et frais encourus pour l'engagement à ces emprunts);
- 3) toutes les dépenses en cours ou à payer (y compris les dépenses administratives, les dépenses de conseil et de gestion, en ce compris des dépenses d'incitation, des frais de dépôt et les frais d'agent administratif);
- 4) toutes les obligations connues, échues ou non, y compris toutes les obligations contractuelles venues à échéance, qui ont pour objet des paiements en espèces ou en nature, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés;
- 5) une provision appropriée pour impôts futurs sur le capital et sur le revenu encourus au Jour d'Evaluation concerné, fixée périodiquement par la Société et, le cas échéant, toutes autres réserves autorisées et approuvées par le Conseil d'Administration ainsi qu'un montant (s'il y a lieu) que le Conseil d'Administration pourra considérer comme constituant une provision suffisante pour faire face à toute responsabilité éventuelle de la Société;
- 6) tous autres engagements de la Société de quelque nature que ce soit, conformément aux principes de comptabilité généralement admis. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société prendra en considération tout les dépenses à payer par la Société qui comprennent entre autre les frais (frais de gestion et commission de performance, le cas échéant) payables aux gestionnaires, frais et dépenses payables aux réviseurs et comptables, au dépositaire (comme défini à l'article 27 ci-après) et à ses correspondants, aux agents domiciliataire, administratif, enregistreur et de transfert, à l'agent de cotation, à tous agents payeurs, aux représentants permanents des lieux où la Société est soumise à l'enregistrement, ainsi qu'à tout autre employé de la Société, la rémunération des administrateurs ainsi que les dépenses raisonnablement encourues par ceux-ci, les frais d'assurance et les frais raisonnables de voyage relatifs aux conseils d'administration, les frais encourus en rapport avec l'assistance juridique et la révision des comptes annuels de la Société, les frais des déclarations d'enregistrement auprès des autorités gouvernementales et des bourses de valeurs dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, les frais de publicité incluant les frais de préparation, d'impression et de distribution des prospectus, rapports périodiques et déclarations d'enregistrement, les frais des rapports pour les actionnaires, les coûts pour la détermination du rating de la Société par des agences reconnues au niveau national et international, tous les impôts et droits prélevés par les autorités gouvernementales et toutes les taxes similaires, toute autre dépense d'exploitation, y compris les frais d'achat et de vente des avoirs, les intérêts, les frais financiers, bancaires ou de courtage, les frais de poste, téléphone et télex, les coûts liés à la distribution et à l'offre des actions de la Société. La Société pourra tenir compte des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou pour toute autre période.

III. Compartimentation

Le Conseil d'Administration établira un Compartiment correspondant à une classe d'actions et pourra établir un Compartiment correspondant à deux ou plusieurs catégories d'actions de la manière suivante:

a) Si deux catégories d'actions se rapportent à un Compartiment déterminé, les avoirs attribués à ces catégories seront investis ensemble selon la politique d'investissement spécifique du Compartiment concerné à condition que au sein d'un Compartiment, le Conseil d'Administration peut établir périodiquement des catégories d'actions correspondant à (i) une politique de distribution spécifique, telle que donnant droit à des distributions, ou ne donnant pas droit à des distributions, et/ou (ii) une structure spécifique de frais de vente ou de rachat, et/ou (iii) une structure spécifique de frais de gestion ou

de conseil en investissement, et/ou et/ou (iv) une structure spécifique de frais de distribution, de services à l'actionnariat ou autres frais; et/ou (v) un type d'investisseur spécifique; et/ou (vi) la devise ou unité de devise dans laquelle la catégorie peut être libellée et basée sur le taux de change entre cette devise ou une unité de devise et la devise de référence du Compartiment concerné et/ou (vii) telles autres caractéristiques que le conseil d'administration établira en temps opportun conformément aux lois applicables;

(iv) iv, v, vi, vii pas encore traduit

b) Les produits résultant de l'émission d'actions relevant d'une classe d'actions seront attribués dans les livres de la Société à la classe d'actions concerné du Compartiment et, le cas échéant, le montant correspondant augmentera la proportion des avoirs nets de ce Compartiment attribuables à la catégorie des actions à émettre;

c) et les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs à ce Compartiment seront attribués à la classe d'actions émis conformément aux dispositions du point a) ci-dessus;

d) Lorsqu'un avoir découle d'un autre avoir, ce dernier avoir sera attribué, dans les livres de la Société, à la même classe d'actions auquel appartient l'avoir dont il découle, et à chaque nouvelle évaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée à la classe d'actions correspondante;

e) Au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne peut pas être attribué à une classe d'actions déterminée, cet avoir ou engagement sera attribué à toutes les catégories d'actions déterminées, en proportion de leur valeur nette d'inventaire respective ou de telle autre manière que le Conseil d'Administration déterminera de bonne foi, étant entendu que (i) lorsque les avoirs sont détenus sur un seul compte pour compte de plusieurs Compartiments et/ou sont cogérés comme une masse d'avoirs distincte par un mandataire du Conseil d'Administration, le droit respectif de chaque classe d'actions correspondra à la proportion de la contribution apportée par cette classe d'actions au compte de la cogestion ou à la masse d'avoirs distincte, et (ii) ce droit variera en fonction des contributions et retraits effectués pour compte de la classe d'actions concernée, selon les modalités décrites dans les documents de vente des actions de la Société;

f) A la suite de distributions faites aux détenteurs d'actions d'une catégorie, la valeur nette de cette classe d'actions sera réduite du montant de ces distributions.

Toutes les règles d'évaluation et détermination devront être interprétées et faites conformément aux principes de comptabilité généralement admis.

En l'absence de mauvaise foi, de négligence ou d'erreur manifeste, toute décision prise lors du calcul de la valeur nette d'inventaire par le Conseil d'Administration ou par une banque, société ou autre organisation que le Conseil d'Administration peut désigner aux fins de calculer la valeur nette d'inventaire sera définitive et liera la Société ainsi que les actionnaires présents, anciens ou futurs.

IV. Pour les besoins de cet Article

1) les actions en voie de rachat par la Société conformément à l'Article 8 ci-dessus seront considérées comme actions émises et existantes jusqu'immédiatement après l'heure, fixée par le Conseil d'Administration, du Jour de Rachat au cours duquel une telle évaluation est faite, et seront, à partir de ce moment et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considérées comme engagement de la Société;

2) les actions à émettre par la Société seront traitées comme étant créées à partir de l'heure, fixée par le Conseil d'Administration, au Jour d'Evaluation au cours duquel une telle évaluation est faite, et seront, à partir de ce moment, traitées comme une créance de la Société jusqu'à ce que le prix en soit payé;

3) tous investissements, soldes en espèces ou autres avoirs de la Société, exprimés autrement que dans la devise de référence du Compartiment, seront évalués en tenant compte des taux de change, du marché, en vigueur à la date et à l'heure de la détermination de la valeur nette d'inventaire des actions; et

4) à chaque Jour d'Evaluation où la Société aura conclu un contrat dans le but:

- d'acquiescer un élément d'actif, le montant à payer pour cet élément d'actif sera considéré comme un engagement de la Société, tandis que la valeur de cet élément d'actif sera considérée comme un avoir de la Société;

- de vendre tout élément d'actif, le montant à recevoir pour cet élément d'actif sera considéré comme un avoir de la Société et cet élément d'actif à livrer ne sera plus repris dans les avoirs de la Société;

sous réserve cependant, que si la valeur ou la nature exacte de cette contrepartie ou de cet élément d'actif ne sont pas connues au Jour d'Evaluation, leur valeur sera estimée par la Société.

Art. 12. Fréquence et Suspension Temporaire du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action, des Emissions, Rachats et Conversions d'Actions. Dans chaque classe d'actions, la valeur nette d'inventaire par action ainsi que le prix d'émission, de rachat et de conversion des actions seront déterminés périodiquement par la Société ou par son mandataire désigné à cet effet, au moins une fois par mois à la fréquence que le Conseil d'Administration décidera, tel jour ou moment de calcul étant défini dans les présents Statuts comme «Jour d'Evaluation».

La Société peut suspendre le calcul de la valeur nette d'inventaire par action d'une catégorie déterminée ainsi que l'émission, le rachat et la conversion des actions d'une catégorie en actions d'une autre catégorie:

a) pendant toute période pendant laquelle l'une des principales bourses de valeurs ou autres marchés sur lesquels une partie substantielle des investissements de la Société attribuable à cette classe d'actions est cotée ou négociée, est fermée pour une autre raison que pour le congé normal ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues pourvu que telle restriction ou suspension affecte l'évaluation des investissements de la Société y cotés attribuable au Compartiment concernée; ou

- b) lorsqu'il existe une situation d'urgence d'après l'avis du Conseil d'Administration par suite de laquelle la Société ne peut pas disposer de ses avoirs attribuables à une classe d'actions ou ne peut les évaluer;
- c) lorsque les moyens de communication ou de calcul qui sont nécessaires pour déterminer le prix ou la valeur des investissements d'une classe d'actions ou les cours en bourse ou d'autres marchés relatifs aux avoirs d'une classe d'actions sont hors de service;
- d) si pour toute autre raison les prix des investissements de la Société, attribuables à une classe d'actions donnée, ne peuvent être rapidement et exactement déterminés; ou
- e) lors de toute période pendant laquelle la Société est incapable de rapatrier des fonds dans le but d'opérer des paiements pour le rachat d'actions d'une catégorie ou pendant laquelle les transferts de fonds concernés dans la réalisation ou l'acquisition d'investissements ou de paiements dus pour le rachat d'actions ne peuvent, de l'avis du Conseil d'Administration, être effectués à des taux de change normaux; ou
- f) suite à la publication d'une convocation à une assemblée générale des actionnaires afin de décider de la mise en liquidation de la Société;

Pareille suspension sera publiée par la Société, si cela est approprié, et sera notifiée aux actionnaires ayant fait une demande de souscription, de rachat ou de conversion d'actions pour lesquelles le calcul de la valeur nette d'inventaire a été suspendu.

Pareille suspension concernant une classe d'actions n'aura aucun effet sur le calcul de la valeur nette d'inventaire, l'émission, le rachat et la conversion des actions d'une autre catégorie si les avoirs de cette autre classe d'actions ne sont pas affectés dans la même mesure par les mêmes circonstances.

Toute demande de souscription, de rachat ou de conversion sera révocable (i) avec l'accord du Conseil d'Administration ou (ii) en cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire, auquel cas les actionnaires peuvent avertir la Société qu'ils désirent retirer leur demande. Si aucun avis n'est reçu par la Société, cette demande sera traitée au premier jour d'évaluation, tel que déterminé pour chaque Compartiment concerné, suivant la fin de la période de suspension.

Titre III. Administration et surveillance

Art. 13. Administrateurs. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois membres, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. La durée du mandat d'administrateur est de six ans au maximum. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat.

Les administrateurs proposés sont indiqués à l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires et seront élus à la majorité des votes des actions présentes ou représentées. Tout candidat non proposé à l'ordre du jour de l'assemblée ne sera élu qu'à la majorité des actions en circulation.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif ou être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale procédera à l'élection définitive lors de sa prochaine réunion.

Art. 14. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui dressera les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que des assemblées générales des actionnaires. Le Conseil d'Administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera les réunions du Conseil d'Administration et les assemblées générales des actionnaires. En son absence, les actionnaires ou le Conseil d'Administration désigneront à la majorité un autre administrateur et, lorsqu'il s'agit d'une assemblée générale, toute autre personne pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions.

Le Conseil d'Administration pourra nommer des directeurs ou autres fondés de pouvoir dont un directeur général, des directeurs généraux-adjoints et tous autres directeurs et fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le Conseil d'Administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les présents Statuts n'en décident pas autrement, les directeurs et fondés de pouvoir auront les pouvoirs et charges qui leurs sont attribués par le Conseil d'Administration.

Une convocation écrite sera transmise aux administrateurs pour toute réunion du Conseil d'Administration au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans la convocation. Il pourra être passé outre cette convocation si chaque administrateur y consent par écrit ou par télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à une réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires qui permettent aux personnes prenant part à cette réunion peuvent de s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du Conseil d'Administration régulièrement convoquées.

Les administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être autorisés par une résolution du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des administrateurs, ou tout autre nombre que le Conseil d'Administration pourra déterminer, sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil d'Administration seront consignées dans des procès-verbaux signés par la personne qui aura présidé la réunion. Les copies des extraits de ces procès-verbaux devant être produites en justice ou ailleurs seront signées valablement par le président de la réunion ou par deux administrateurs.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix pour ou contre une décision, le président aura voix prépondérante.

Le Conseil d'Administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire. Chaque membre du Conseil d'Administration exprimera son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une telle approbation doit être confirmée par écrit, les documents conjoints constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 15. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui entrent dans l'objet social, sous réserve de l'observation de la politique d'investissement prévue à l'Article 18 ci-dessous.

Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou les présents Statuts sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 16. Engagement de la Société vis-à-vis des Tiers. Vis-à-vis des tiers la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la seule signature ou la signature conjointe de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration.

Art. 17. Délégation de Pouvoirs. Le Conseil d'Administration de la Société peut déléguer, sous sa responsabilité, ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société (y compris le droit d'agir en tant que signataire autorisé de la Société) et ses pouvoirs relatifs à la mise en oeuvre de l'objet de la Société à une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs, qui auront les pouvoirs leur conférés par le Conseil d'Administration et qui peuvent, si le Conseil d'Administration les y autorise, sous-déléguer leurs pouvoirs.

La Société peut conclure un contrat de gestion (le «Contrat de Gestion») avec un ou plusieurs gestionnaires, tels que plus amplement décrits dans les documents de vente des actions de la Société, qui fourniront à la Société des conseils recommandations, et rapports relatifs à la gestion des avoirs de la Société et qui conseilleront le Conseil d'Administration quant au choix des valeurs mobilières et autres avoirs conformément à l'Article 18 des présents Statuts et pourront, sous le contrôle du Conseil d'Administration et sur une base journalière, acheter et vendre à leur discrétion des parts de fonds d'investissement et autres avoirs de la Société et de gérer les portefeuilles des compartiments de façon générale.

Le Conseil d'Administration peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 18. Politiques et Restrictions d'Investissement. Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer (i) les politiques d'investissement pour chaque Compartiment, (ii) les techniques de couverture des risques à utiliser pour une catégorie spécifique d'actions, au sein d'un Compartiment, ainsi que (iii) les lignes de conduite à suivre dans l'administration et la conduite des affaires de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement adoptées par le Conseil d'Administration conformément aux lois et règlements.

Le Conseil d'Administration, agissant dans l'intérêt de la Société, peut décider, de la manière décrite dans les documents de vente d'actions de la Société, que (i) tout ou partie des avoirs de la Société ou d'un Compartiment peuvent être cogérés, de façon distincte, avec des avoirs détenus par d'autres investisseurs, y compris d'autres organismes de placement collectif et/ou leurs compartiments, ou (ii) tout ou partie des avoirs de deux ou plusieurs Compartiments de la Société peuvent être cogérés, de façon distincte ou commune.

La Société est autorisée (i) à utiliser des techniques et instruments relatifs aux valeurs mobilières, pourvu que ces techniques et instruments soient utilisés pour une gestion de portefeuille efficiente et (ii) à utiliser des techniques et instruments destinés à fournir une protection contre les risques de change dans le contexte de la gestion de ses avoirs et dettes.

Art. 19. Intérêt Opposé. Aucun contrat ni aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme ou par le fait qu'ils seraient administrateurs, associés, directeurs, fondés de pouvoir ou employés de cette autre société. L'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société qui est administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires ne sera pas, par la même, privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareils contrats ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir aurait dans quelque affaire de la Société un intérêt opposé à celle-ci, cet administrateur, directeur, ou fondé de pouvoir devra informer le Conseil d'Administration de cet intérêt opposé et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote concernant cette affaire. Rapport en devra être fait à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le terme «intérêt opposé» tel qu'il est utilisé à l'alinéa précédent ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec toute autre personne, société ou entité juridique que le Conseil d'Administration pourra déterminer à son entière discrétion.

Art. 20. Indemnisation des Administrateurs. La Société pourra indemniser tout administrateur, directeur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et autres ayants-droit, des dépenses raisonnablement occasionnées par tous actions ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'administrateur, de directeur ou fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de toute autre société,

procès il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement extra-judiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis de manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclut pas d'autres droits dans le chef de l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir.

Art. 21. Réviseurs. Les données comptables contenues dans le rapport annuel établi par la Société seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé qui est nommé par l'assemblée générale des actionnaires et rémunéré par la Société.

Le réviseur d'entreprises agréé accomplira tous les devoirs prescrits par la Loi de 2002.

Titre IV. Assemblées Générales - Année sociale - Distributions

Art. 22. Assemblées Générales des Actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente l'universalité des actionnaires de la Société. Les résolutions prises s'imposent à tous les actionnaires, quelque soit la classe d'actions à laquelle ils appartiennent. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le Conseil d'Administration.

Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un cinquième au moins du capital social.

L'assemblée générale annuelle se réunit, conformément au droit luxembourgeois, dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation, le troisième mercredi du mois d'avril à 15 heures.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable bancaire suivant.

D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans l'avis de convocation.

Les actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil d'Administration, conformément à une convocation énonçant l'ordre du jour envoyé au moins huit jours avant l'assemblée à tout propriétaire d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires. La délivrance de cette convocation aux actionnaires nominatifs ne doit pas être justifiée à l'assemblée. L'ordre du jour sera préparé par le Conseil d'Administration, à l'exception du cas où l'assemblée a été convoquée sur la demande écrite des actionnaires, dans ce cas le Conseil d'Administration peut préparer un ordre du jour supplémentaire.

Si toutes les actions sont des actions nominatives et si aucune publication n'a été faite, les convocations peuvent être envoyés que par lettre recommandée aux actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour soumis à leur délibération, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part aux assemblées générales.

Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la loi) et aux affaires connexes à ces points.

Chaque action, quelle que soit la catégorie dont elle relève, donne droit à une voix, conformément au droit luxembourgeois et aux présents Statuts. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée des actionnaires par un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire et qui peut être administrateur de la Société, en lui conférant un pouvoir écrit.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Art. 23. Assemblées Générales des Actionnaires d'un Compartiment ou d'une classe d'actions. Les actionnaires de la (des) classes(s) d'actions émise(s) relatives à un Compartiment, peuvent à tout moment, tenir des assemblées générales ayant pour but de délibérer sur des matières ayant trait uniquement à ce Compartiment.

De plus, les actionnaires d'une classe d'actions peuvent à tout moment tenir des assemblées générales ayant pour but de délibérer sur des matières ayant trait uniquement à cette classe d'action.

Les dispositions de l'Article 22, paragraphes 2, 3, 7, 8, 9, 10 et 11 s'appliquent de la même manière à ces assemblées générales.

Chaque action donne droit à une voix, conformément au droit luxembourgeois et aux présents Statuts. Les actionnaires peuvent être présents en personne à ces assemblées, ou se faire représenter par un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire et qui peut être un administrateur.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires d'un Compartiment ou d'une classe d'actions sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Art. 24. Fermeture et Fusion de Compartiments ou de classes d'actions. Au cas où, pour quelque raison que ce soit, la valeur des avoirs nets dans un Compartiment aurait diminué jusqu'à ou n'aurait pas atteint un montant considéré par le Conseil d'Administration comme étant le seuil minimum en-dessous duquel le Compartiment ou la classe d'actions ne peut plus fonctionner d'une manière économiquement efficace, ou dans le cas d'un changement significatif de la situation économique, politique ou monétaire ou dans le but de réaliser une rationalisation économique, le Conseil d'Administration peut décider de procéder au rachat forcé de toutes les actions de la (des) catégorie(s) d'actions émise(s) au titre du Compartiment concerné, à la valeur nette d'inventaire par action applicable le Jour d'Evaluation lors duquel la décision prendra effet (compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements). La Société enverra un avis aux actionnaires de la (des) catégorie(s) d'actions concernée(s) avant la date effective du rachat forcé. Cet avis indiquera les raisons motivant ce rachat de même que la procédure s'y appliquant: les actionnaires nominatifs seront informés par écrit. Sauf décision contraire prise dans l'intérêt des actionnaires ou afin de maintenir l'égalité de traitement entre ceux-ci, les actionnaires du Compartiment ou de la classe d'actions concerné pourront continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais (mais compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements) jusqu'à la date d'effet du rachat forcé.

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil d'Administration par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires de la ou des classe(s) d'actions émise(s) au titre d'un Compartiment pourra, en toute autre circonstance, sur proposition du Conseil d'Administration, racheter toutes les actions de la ou des catégorie(s) émises au sein dudit Compartiment et rembourser aux actionnaires la valeur nette d'inventaire de leurs actions (compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements), calculée le Jour d'Evaluation lors duquel une telle décision prendra effet. Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales et les résolutions pourront être prises par le vote affirmatif de la majorité simple des actions présentes ou représentées à de telles assemblées.

Les avoirs qui n'auront pu être distribués à leurs bénéficiaires lors du rachat seront déposés auprès du Dépositaire pour une période de six mois après ce rachat; passé ce délai, ces avoirs seront versés auprès de la Caisse de Consignations pour compte de leurs ayant-droit.

Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Dans les mêmes circonstances que celles décrites au premier paragraphe du présent article, le Conseil d'Administration pourra décider d'apporter les avoirs d'un Compartiment à ceux d'un autre Compartiment au sein de la Société ou à ceux d'un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois créé selon les dispositions de la Partie II de la Loi de 2002 ou à ceux d'un compartiment d'un tel autre organisme de placement collectif (le «nouveau Compartiment») et de requalifier les actions de la ou des catégorie(s) concernée(s) comme actions d'une ou de plusieurs nouvelle(s) classe(s) (suite à une scission ou à une consolidation, si nécessaire, et au paiement de tout montant correspondant à une fraction d'actions due aux actionnaires). Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus au premier paragraphe du présent article (laquelle publication mentionnera, en outre, des informations relatives au nouveau Compartiment), afin de permettre aux actionnaires qui le souhaiteraient de demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais, pendant cette période.

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil d'Administration par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires de la ou des catégorie(s) d'actions émise(s) au titre d'un Compartiment pourra décider, en toute autre circonstance, de fusionner plusieurs Compartiments au sein de la Société. Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales et les résolutions pourront être prises par le vote affirmatif de la majorité simple des actions présentes ou représentées à de telles assemblées.

De plus, dans d'autres circonstances que celles décrites au premier paragraphe du présent Article, l'apport des avoirs et engagements attribuables à un Compartiment à un autre organisme de placement collectif visé au cinquième paragraphe du présent Article ou à un autre compartiment au sein de cet autre organisme de placement collectif devra être approuvé par une décision des actionnaires de la ou des catégories(s) d'actions émise(s) au titre du Compartiment concerné prise à la majorité des deux tiers des actions présentes ou représentées à ladite assemblée, qui devra réunir au moins 50% des actions émises et en circulation. Au cas où cette fusion aurait lieu avec un organisme de placement collectif de droit luxembourgeois de type contractuel (fonds commun de placement) ou avec un organisme de placement collectif de droit étranger, les résolutions prises par l'assemblée ne lieront que les actionnaires qui ont voté en faveur de la fusion.

Art. 25. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre la même année.

Art. 26. Distributions. Dans les limites légales et sur proposition du Conseil d'Administration, l'assemblée générale des actionnaires de la (des) catégorie(s) d'actions émise(s) au titre d'un Compartiment déterminera l'affectation des résultats de ce Compartiment et pourra périodiquement déclarer ou autoriser le Conseil d'Administration à déclarer des distributions.

Pour chaque classe d'actions ayant droit à des distributions, le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires, en respectant les conditions prévues par la loi.

Le paiement de toutes distributions aux propriétaires d'actions nominatives se fera à leur adresse portée au registre des actionnaires.

Les distributions pourront être payées dans la devise choisie par le Conseil d'Administration et en temps et lieu qu'il appréciera.

Le Conseil d'Administration pourra décider de distribuer des dividendes sous forme d'actions au lieu de dividendes en espèces en respectant les modalités et les conditions déterminées par le Conseil d'Administration.

Toute distribution déclarée qui n'aura pas été réclamée par son bénéficiaire dans les cinq ans à compter de son attribution, ne pourra plus être réclamée et reviendra à la (aux) catégorie(s) d'actions concernée(s), du Compartiment concerné.
Aucun intérêt ne sera payé sur le dividende déclaré par la Société et conservé par elle à la disposition de son bénéficiaire.

Titre V. Dispositions finales

Art. 27. Dépositaire. Dans la mesure requise par la loi, la Société conclura un contrat de dépôt avec un établissement bancaire ou d'épargne au sens de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative à la surveillance du secteur financier (le «dépositaire»).

Le dépositaire exécutera les devoirs et obligations tels que prévus par la Loi de 2002.

Si le dépositaire désire se retirer, le Conseil d'Administration s'efforcera de trouver un remplaçant endéans 2 mois à partir de la date où la démission devient effective. Le Conseil d'Administration peut révoquer le dépositaire mais il ne pourra révoquer le dépositaire que si un remplaçant a été nommé pour exercer ses fonctions.

Art. 28. Dissolution de la Société. La Société peut à tout moment être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'Article 30 ci-dessous.

La question de la dissolution de la Société doit de même être soumise par le Conseil d'Administration à l'assemblée générale lorsque le capital social est devenu inférieur aux deux tiers du capital minimum prévu à l'Article 5 des présents Statuts. L'assemblée générale délibère sans quorum de présence et décide à la majorité simple des votes des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

La question de la dissolution de la Société doit en outre être soumise par le Conseil d'Administration à l'assemblée générale lorsque le capital social est devenu inférieur au quart du capital minimum fixé à l'Article 5 des présents Statuts; dans ce cas, l'assemblée générale délibère sans quorum de présence et la dissolution peut être prononcée par les actionnaires possédant un quart des votes des actions représentées à l'assemblée.

La convocation doit se faire de façon à ce que l'assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que les actifs nets de la Société sont devenus inférieurs aux deux tiers respectivement au quart du capital minimum, selon le cas.

Art. 29. Liquidation. La liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 30. Modifications des Statuts. Les présents Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 31. Déclaration. Les mots, bien qu'écrits au masculin englobent également le genre féminin, les mots «personnes» ou «actionnaires» englobent également les sociétés, associations et tout autre groupe de personnes constitué ou non sous forme de société ou d'association.

Art. 32. Loi Applicable. Pour tous les points non spécifiés dans les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi qu'à la Loi de 2002, telles que ces lois ont été ou seront modifiées par la suite.

Dispositions transitoires

- 1) La première année sociale commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2007.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2008.

Souscription et Paiement

Le capital de la Société est souscrit comme suit:

SJ SEYMOUR HOLDING PTE. LTD., préqualifiée, souscrit six cent cinquante (650) actions, résultant en un paiement total de USD soixante cinq mille (65.000,00).

La preuve du total de ces paiements, c'est-à-dire de USD soixante cinq mille (65.000,00) a été donnée au notaire instrumentant qui le reconnaît.

Le comparant a déclaré qu'à la suite de la détermination par le Conseil d'Administration, conformément aux présents Statuts, d'une ou de plusieurs catégories d'actions, il choisira à quelle catégorie d'actions les actions souscrites à ce jour seront comptabilisées.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'Article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais qui sera pris en charge par la Société à raison de la constitution de la Société est évalué approximativement à huit mille Euros.

Les comparants, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

I. Sont nommés administrateurs pour un terme qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires appelée à délibérer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2007:

Président du Conseil d'Administration:

Monsieur Boris Merkenich, Chairman and Chief Executive Officer du SJ SEYMOUR GROUP, avec adresse professionnelle à Hong Kong, 14FL, Entertainment Building, 30 Queen's Road Central.

Membres du Conseil d'Administration:

Monsieur Johan Lindberg, Managing Director of SEB FUND SERVICES S.A., avec adresse professionnelle à Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale,

Monsieur Hugues Chambon, Head of Administration and Finance at SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN S.A., avec adresse professionnelle à Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale,

Monsieur Rudolf Kömen, Managing Director of SEB FUND SERVICES S.A., avec adresse professionnelle à Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale,

II. Est nommé réviseur d'entreprises:

PricewaterhouseCoopers, S.à r.l, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65.477

III. L'adresse de la Société est fixée à 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Ville, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été remis aux fins de lecture au comparant, celui-ci connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. Kömen, J. Gloden.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 janvier 2007, vol. 538, fol. 26, case 8. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, le 12 janvier 2007.

J. Gloden.

Référence de publication: 2007015396/213/1493.

(070008333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2007.

Achab Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 17.244.

Gruppo Nymco Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 52.485.

—
PROJET DE FUSION

L'an deux mille sept, le vingt-cinq janvier.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Paul Lutgen, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme ACHAB HOLDING S.A., ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, numéro 17 244, constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, alors notaire de résidence à Pétange, en date du 14 décembre 1979, publié au Mémorial C, numéro 53 du 14 mars 1980, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 29 décembre 2006, en voie de publication,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration prise en sa réunion du 15 janvier 2007, dont une copie, après avoir été paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui,

2) Madame Evelynne Guillaume, diplômée ès sciences économiques, demeurant à Luxembourg,

agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme GRUPPO NYMCO LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, numéro 52 485, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 29 septembre 1995, publié au Mémorial C, numéro 632 du 12 décembre 1995, dont les statuts ont été modifiés suivant décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires, en date du 10 janvier 2002, publiées par extrait au Mémorial C, numéro 764 du 18 mai 2002,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration prise en sa réunion du 15 janvier 2007, dont une copie, après avoir été paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la société anonyme ACHAB HOLDING S.A. détient la totalité (100%) des deux mille cinq cents (2.500) actions sans désignation de valeur nominale, représentant la totalité du capital social d'un million deux cent quatre-vingt-onze mille cent quarante-deux euros vingt-cinq cents (1.291.142,25. EUR) de la société GRUPPO NYMCO LUXEMBOURG S.A.

II.- Que la société ACHAB HOLDING S.A. entend fusionner avec la société anonyme GRUPPO NYMCO LUXEMBOURG S.A. par absorption de cette dernière, conformément aux dispositions des articles 278 à 283 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales concernant l'absorption d'une société par une autre possédant 90 % ou plus des actions de la première.

III.- Que la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies par la société absorbante a été fixée au 1^{er} janvier 2007.

IV.- Que la société absorbante s'engage à reprendre tout l'actif et le passif de la société absorbée.

V.- Que ni la société absorbée ni la société absorbante n'ont d'actionnaires titulaires de droits spéciaux ou de détenteurs de titres autres que les actions.

VI.- Qu'aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs ni aux commissaires ou réviseurs des deux sociétés qui fusionnent.

VII.- Que la fusion prendra effet entre parties un mois après la publication du présent projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

VIII.- Que les actionnaires de ACHAB HOLDING S.A. sont en droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la société, des documents indiqués à l'article 267 (1) a), b) et c) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Une copie de ces documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais et sur simple demande.

IX.- Qu'un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir pendant le même délai la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

X.- Qu'à défaut de convocation d'une assemblée ou de rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales.

XI.- Que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société absorbée prennent fin à la date de la fusion et que décharge est accordée aux administrateurs et commissaire de la société absorbée.

XII.- Que la société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations de la société absorbée vers la société absorbante.

XIII.- Que les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Lutgen, E. Guillaume, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2007, vol. 157S, fol. 72, case 4. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2007.

P. Frieders.

Référence de publication: 2007015221/212/76.

(070027418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2007.

Lagfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 51.599.

Itaca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 27, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 51.520.

PROJET DE FUSION

L'an deux mille sept, le quatorze février.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

Ont comparu:

1) M. René Schmitter, Président du Conseil d'administration, Luxembourg, en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée LAGFIN S.A., avec siège social à Luxembourg, 6, rue Dicks, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le numéro 51.599,

constituée suivant acte reçu par le notaire Frank Baden en date du 22 juin 1995, publié au Mémorial C de 1995, page 23.057, et les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 octobre 2005, publié au Mémorial C de 2006, page 19364,

avec un capital social actuel de deux millions d'Euros (EUR 2.000.000,00) représenté par vingt-cinq mille (25.000) actions sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement souscrites et libérées,

M. René Schmitter, préqualifié, est habilité aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 12 février 2007,

dénommée ci-après «la société absorbante», d'une part.

et,

2) Mme Annick Leblon, employée, Luxembourg, en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée ITACA S.A., avec siège social à Luxembourg, 27, avenue de la Liberté, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le numéro 51.520,

constituée par acte reçu par le notaire Frank Baden en date du 16 juin 1995, publié au Mémorial C de 1995, page 22.398, et les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du même notaire en date du 5 juillet 2002, publié au Mémorial C de 2002, page 66.418,

avec un capital social actuel de EUR 31.000,- (trente et un mille Euros), représenté par 25.000 (vingt-cinq mille) actions sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement souscrites et libérées,

Mme Annick Leblon, préqualifiée, est habilitée aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 12 février 2007,

dénommée ci-après «la société absorbée», d'autre part,

ces deux sociétés, soumises à la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée,

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion qui suit :

1. La société anonyme de droit luxembourgeois dénommée LAGFIN S.A., avec siège social à Luxembourg, 6, rue Dicks, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le numéro 51.599,

constituée suivant acte reçu par le notaire Frank Baden en date du 22 juin 1995, publié au Mémorial C de 1995, page 23.057, et les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 octobre 2005, publié au Mémorial C de 2006, page 19364,

avec un capital social actuel de deux millions d'Euros (EUR 2.000.000,00) représenté par vingt-cinq mille (25.000) actions sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement souscrites et libérées,

détient l'intégralité (100%) des actions représentant la totalité du capital social de la société anonyme de droit luxembourgeois ITACA S.A., et s'élevant à EUR 31.000 (trente et un mille Euros), représenté par 25.000 (vingt-cinq mille) actions sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement souscrites et libérées et donnant droit de vote de la société anonyme de droit luxembourgeois ITACA S.A., avec siège social à Luxembourg, 27, Avenue de la Liberté, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le numéro 51.520,

constituée par acte reçu par le notaire Frank Baden en date du 16 juin 1995, publié au Mémorial C de 1995, page 22.398, et les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du même notaire en date du 5 juillet 2002, publié au Mémorial C de 2002, page 66.418,,

aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés prémentionnées (encore appelées sociétés fusionnantes).

1) La société anonyme LAGFIN S.A. (encore appelée la société absorbante) entend fusionner conformément aux dispositions de l'article 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquentes, avec la société anonyme ITACA S.A. (encore appelée la société absorbée) par absorption de cette dernière.

- 2) La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante est fixée au 12 février 2007.
- 3) Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.
- 4) La fusion prendra effet entre parties un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.
- 5) Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales et ils peuvent en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.
- 6) Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour-cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, laquelle assemblée doit alors être tenue dans le mois de la réquisition.
- 7) A défaut de la réquisition d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive, comme indiqué ci-avant au point 5) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales et notamment sous son littéra a).
- 8) Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes les dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.
- 9) Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.
- 10) Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

Formalités

La société absorbante :

- * effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion,
- * fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés,
- * effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

Remise de titres

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (prêts, de travail, de fiducie...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

Frais et droits

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.
La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence ainsi que pour toutes justifications et notifications, il est fait élection de domicile au siège social de la société absorbante.

Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales la légalité du présent projet de fusion établi en application de l'art. 278 de la loi sur les sociétés.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants et interprétation leur donnée en une langue d'eux connue, les comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms états et demeures, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Schmitter, A. Leblon, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 2007, volume 157S, folio 97, case 11. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 février 2007.

J. Delvaux.

Référence de publication: 2007016328/208/113.

(070028183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2007.

2206 Participations S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1225 Luxembourg, 2, rue Béatrix de Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 106.266.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007011987/1038/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 novembre 2006, réf. LSO-BW06447. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070002886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2007.

Saint-Louis Immobilière S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1225 Luxembourg, 2, rue Béatrix de Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 107.662.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007011988/1038/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 novembre 2006, réf. LSO-BW06448. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070002888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2007.

GFA - HAIG, Fonds Commun de Placement.

SONDERREGLEMENT

Das Sondervermögen GFA - HAIG wurde von der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den GFA - HAIG ist das Verwaltungsreglement, das am 8. Januar 2007 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, im Namen der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A. veröffentlicht wurde, integraler Bestandteil.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des Fonds GFA - HAIG, das am 15. Februar 2007 in Kraft trat und zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 26. Februar 2007 und beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 15. Februar 2007.

HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007016871/1346/21.

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2007, réf. LSO-CB04999. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070027003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2007.

Trendconcept Fund Multi Asset Allocator, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Das Sondervermögen TRENDCONCEPT FUND MULTI ASSET ALLOCATOR wurde von der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A. nach Teil II des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (Gesetz von 2002) gegründet.

Für den TRENDCONCEPT FUND MULTI ASSET ALLOCATOR gilt das Verwaltungsreglement, das am 26. Februar 2007 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, im Namen der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A. veröffentlicht wird und beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 15. Februar 2007.

HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007016873/1346/17.

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2007, réf. LSO-CB04726. - Reçu 44 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070026513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2007.

AMC Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion du Fonds Commun de Placement AMC Fund, daté février 2007, a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2007016876/1122/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2007, réf. LSO-CB03492. - Reçu 76 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070027770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2007.

Velixia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 123.067.

STATUTS

L'an deux mille six, le cinq décembre.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- FORMULA PARTNERS S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, inscrite au R.C.S. sous le numéro B 65.487, ici représentée par deux de ses administrateurs, à savoir:

- Monsieur Angelo Zito, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts

- Monsieur Aleksandar Vukotic, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

2.- Monsieur Aleksandar Vukotic, employé privé, demeurant professionnellement à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer entre eux.

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège, Durée, Objet, Année sociale

Art. 1^{er} . La société prend la dénomination de VELIXIA S.à r.l.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du/des associés.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée, à partir de ce jour.

Art. 4. La société a pour objet:

- la gestion de sites internet;
- le conseil en marketing, conseil et développement en informatique, conseil en communication;
- la vente de matériel informatique et de logiciels;
- l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et/ à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet similaire ou connexe;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Art. 5. L'année sociale coïncide avec l'année civile.

Titre II.- Capital, Parts

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociale à cent euros (100,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Titre III.- Gérance

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits sans limitation de durée.

Les associés ainsi que le ou les gérants peuvent nommer d'un accord unanime un ou plusieurs mandataires spéciaux ou fondés de pouvoir, lesquels peuvent engager seuls la société.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles sont indivisibles à l'égard de la société. La cession de parts à des tierces personnes non-associées nécessite l'agrément donné en assemblée générale/ réunion des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 9. Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit requérir l'apposition des scellés, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ou de sa gérance.

Art. 10. La dissolution de la société doit être décidée dans les formes et conditions de la loi. Après la dissolution, la liquidation en sera faite par le gérant.

Art. 11. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Souscription et libération du capital social

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

	Parts sociales
1.- FORMULA PARTNERS S.A., prédésignée, cent vingt-trois parts sociales	123
2.- Monsieur Aleksandar Vukotic, préqualifié, deux parts sociales	<u>2</u>
Total: cent vingt-cinq parts sociales	125

La somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) se trouve à la disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement et ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2007.

Frais

Les frais incombant à la société pour sa constitution sont estimés à huit cent cinquante euros.

Réunion des associés

Les statuts de la société ayant été arrêtés, les associés ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

- 1.- Est nommé gérant pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Eric Kieffer, ingénieur, demeurant à F-57800 Betting Les Saint Avold, 63, rue Principale.
- 2.- La société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant.
- 3.- Le siège social de la société est fixé à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, agissant comme dit ci-avant, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Zito, A. Vukotic, H. Beck.

Enregistré à Echternach, le 8 décembre 2006, vol. 362, fol. 90, case 5. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Miny.

Pour expédition conforme, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 28 décembre 2006.

Référence de publication: 2007011723/201/89.

(070002857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2007.

Europa Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 76.176.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la Société tenue en date du 15 novembre 2006 qu'il a été décidé, sur base de l'article 5 des statuts, de transférer le siège social de la Société du 7-11, route d'Esch, L-1470 Luxembourg au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 22 décembre 2006.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2007011787/1138/18.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2007, réf. LSO-CA00973. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070002887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2007.

V.K. Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9089 Ettelbruck, 16, rue Michel Weber.

R.C.S. Luxembourg B 91.575.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Pétange le 12 octobre 2006

L'assemblée a décidé de prolonger le mandat de l'administrateur-délégué pour une durée de six ans.

L'assemblée a décidé de prolonger le mandat des administrateurs pour une durée de six ans.

L'assemblée a accepté la démission de Monsieur Pascal Wagner en tant que commissaire aux comptes.

L'assemblée a décidé de nommer la société BUREAU COMPTABLE PASCAL WAGNER en tant que commissaire aux comptes pour une durée de six ans.

Administrateur-délégué:

- Monsieur Victor Kneip, agent immobilier,
demeurant à L-9455 Fohren, 19, route de Walsdorf.

Administrateurs:

- Madame Jacqueline Meyers, kinésithérapeute,
demeurant à L-9455 Fohren, 19, route de Walsdorf.
- Monsieur Martin Melsen, agent immobilier demeurant à L-9175 Niederfeulen, 18, rue de la Wark.

Commissaire aux comptes:

- BUREAU COMPTABLE PASCAL WAGNER S.A.,
L-4735 Pétange, 81, rue J. B. Gillardin.

Pétange, le 12 octobre 2006.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2007012004/762/28.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2006, réf. LSO-BX05285. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070002804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2007.
